

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

avril 1978
sommaire

LCR et PCF.....p.2
Italie : le PCI, gérant
conséquent du capital.....p.3
Les grèves en RFA et aux USA....p.4
Conférence de Belgrade.....p.4
Les émeutes au Nicaragua.....p.5
Tunisie : la militarisation
du chômage.....p.5
Brest Litovskp.6
Histoire de la Gauche (II).....p.7

mensuel n° 48
2ff 20FB/1,5FS/5OCTS CAN.

FRANCE

APRES L' OPIUM ELECTORAL LES REALITES DE LA CRISE

Des années durant, la société française a veu les yeux fixés sur le 19 mars 1978. De cette date on nous annonçait soit monts et merveilles soit les pires cataclysmes au cas où la gauche l'emporterait. Elle ne l'a pas emporté, et la bourse a poussé un grand soupir, mais en même temps il est clair que la politique de demain ne sera pas ce qu'elle était avant le 19 mars. En fait, ces élections ont rempli leur rôle, non pas celui qu'officiellement on leur a attribué : permettre aux citoyens de "choisir démocratiquement quel type de société ils souhaitent", mais beaucoup plus prosaïquement, d'une part de contenir et déjouer pendant des années le mécontentement des travailleurs, de l'autre, d'aplanir le terrain devant les grandes manoeuvres que la crise impose à la bourgeoisie française.

le véritable enjeu des élections...

• Dans l'éditorial du précédent numéro nous écrivions : "quel que soit le résultat chiffré de ces élections, il ne saurait influencer de façon majeure sur les grandes orientations que le capital français s'apprete à mettre en place. Celles-ci sont depuis longtemps définies : il s'agit "d'élargir" ou "renou-

veler" la majorité vers la gauche". Il n'a pas fallu une semaine pour que Giscard, dans son discours et dans ses invitations, annonce clairement la couleur : il faut "s'ouvrir" à gauche. Ainsi, ces élections viennent confirmer, une fois de plus, ce que les révolutionnaires affirment depuis plus d'un demi-siècle à la suite de l'Internationale Communiste : "le centre de gravité

de la vie politique actuelle est complètement et définitivement sorti du parlement". A peine les derniers bulletins viennent-ils d'être comptés, que les différentes forces politiques s'appretent déjà à opérer des "révisions déchirantes" où les alliés de la veille deviendront des adversaires, et les adversaires des alliés.

Les élections montrent ainsi leur vrai visage : elles ne sont en rien le moyen privilégié à travers lequel les "citoyens" décident comment ils veulent être gouvernés, quelle politique ils désirent. Elles ne sont fondamentalement pas autre chose qu'une vaste mystifica-

tion destinée à défouler et à dévoyer le mécontentement des classes opprimées et légitimer la politique que les besoins du capital national imposent au véritable centre de la vie politique, l'exécutif. Il arrive qu'à l'occasion d'une victoire électorale, telle équipe politique se substitue à telle autre à la tête de cet organe : c'est le cas, par exemple, dans des pays comme les USA, la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou les pays Scandinaves... Jamais cela n'aboutit à des changements fondamentaux, tout au plus la nouvelle équipe est-elle mieux (ou moins bien) appro-

suite p.2

LA CRISE DU DOLLAR

Les chiffres sont éloquentes : en 7 ans le dollar a perdu plus de 60% de sa valeur par rapport à des monnaies comme le mark allemand ou le yen japonais. Ces derniers temps, le phénomène s'est encore accéléré : si courant 77 la monnaie américaine a pu monter jusqu'à près de 5 francs, elle était descendue le 20 mars à 4,60 francs. Et encore faut-il constater que le franc français est lui-même une monnaie malade puisque, depuis sa sortie du "serpent" européen, il en faut 32% de plus pour acheter une même quantité de marks. En fait, semaine après semaine, on entend dire que le dollar a atteint et dépassé un nouveau "niveau historique", ce qui est pour le moins plaisant quand on pense que le précédent record datait d'une quinzaine ou même de la veille...! "Sacré dollar!" titrait un article du journal "Le Monde". Et c'est vrai que la bourgeoisie suit avec une pointe d'effroi la descente de son dieu dans les abysses. On la comprend : autant les difficultés d'un peso argentin ou d'un quetzal guatémaltèque (ou même d'un franc français) pourraient s'expliquer par des conditions purement locales, autant la crise du dollar, non seulement monnaie du pays le plus puissant du monde, mais encore véritable monnaie internationale, traduit en fait une crise bien plus vaste: celle du mode de production capitaliste lui-même.

lire en p.4

CONTRE LES TERRORISTES AUJOURD' HUI CONTRE LES TRAVAILLEURS DEMAIN :

L'UNION NATIONALE

• "Les citoyens ont le devoir de dénoncer les violents", déclare le PC italien après le rapt du leader de la démocratie chrétienne, M. Aldo Moro, et la tuerie des cinq policiers-gardes du corps chargés de le protéger, par les Brigades Rouges, équivalent italien de la RAF allemande.

Exécuté pour obtenir la libération de Renato Curcio, actuellement jugé avec d'autres membres des Brigades Rouges, cet enlèvement, malgré la volonté des kidnappeurs, n'est qu'une piqûre de moustique sur le monstre étatique, et, loin de l'affaiblir, lui donne un prétexte, un alibi en or pour justifier son renforcement.

Il n'y a pas de commune mesure entre le terrorisme d'éléments désespérés issus de la décomposition du milieu étudiant et la terreur de l'Etat, expression du système d'exploitation et d'oppression. L'Etat se nourrit d'ailleurs de la violence sans issue du terrorisme désespéré des Baader et des Curcio pour justifier sa propre violence, la terreur sans limite du capitalisme décadent.

Le PCI profite de la situation pour, une fois de plus, se poser comme le meilleur garant contre l'instabilité, la subversion et la délinquance, en appelant à la délation, en organisant des défilés d'ouvriers encadrés manifestant contre ce terrorisme pour la défense de l'Etat italien, tentant ainsi de concilier la classe ouvrière avec son ennemi historique et de l'entraîner sur le terrain de la défense nationale.

Même la note chauvine est là lorsque Berlinguer, reprenant ainsi la thèse du complot international parle des "fortes puissances, intérieures et internationales, qui provoquent cette, attaque impitoyable contre l'Etat et les libertés républicaines".

La bourgeoisie italienne trouve là une occasion supplémentaire de présenter un semblant d'unité nationale, et le PCI de se poser comme une fraction de l'appareil politique du capital de plus en plus indispensable à la gestion du capital national et Luciano Lama, leader "communiste" de la CGIL, le plus important syndicat italien, peut déclarer : "L'Etat démocratique doit se défendre avec les lois qu'il a et les hommes qu'il a. Nous devons être ces hommes". Et ils le sont, en justifiant aux yeux des travailleurs la nécessité au nom de la défense de la liberté de

suite p.5

MOYEN-ORIENT

DE MASSACRES EN MASSACRES

• L'attaque meurtrière lancée par le commando palestinien le 11 mars en Israël a permis à Begin de recréer autour de lui l'unité nationale alors que, en Israël même, se faisaient plus dures les critiques sur son intransigeance dans les négociations avec l'Egypte, et surtout alors qu'une vague de grèves pointait à l'horizon, remettant en cause l'équilibre social auquel tient par dessus tout le capital.

L'action sanglante des feddayins a fourni à peu de frais pour l'Etat hébreu une occasion de recréer la solidarité nationale menacée en faisant resurgir l'épouvantail palestinien, qui, chaque fois, parvient à faire mobiliser derrière l'Etat l'ensemble de la population israélienne.

Les larmes de crocodile des démocraties occidentales ont coulé à flot devant le massacre qui leur permet une fois de plus de dénoncer le "terrorisme aveugle" et de mettre en place la mystification anti-terroriste, comme hier en RFA, comme aujourd'hui aussi en Italie. A Tel-Aviv, Begin, le chef d'Etat israélien parle de Yasser Arafat, chef de l'OLP comme de "l'assassin qui fut ovationné à l'ONU", la mémoire un peu courte, il oublie que lui-même fut membre de l'organisation terroriste sioniste "l'Irgoun", responsable de massacres de civils à Deir-Yassine, lors de

la lutte pour l'indépendance d'Israël contre la domination britannique.

La plupart des fractions de la bourgeoisie rejette le terrorisme avec horreur, mais, cependant, toutes, au moment opportun, le pratiquent. De manière générale, l'emploi de la terreur sert à justifier l'emploi de la terreur, dans ce cercle vicieux s'exprime l'atroce réalité du capitalisme décadent qui ne se survit que par le meurtre et la destruction.

Le terrorisme de l'OLP "justifie" aujourd'hui l'intervention massive de Tsahel, l'armée israélienne au Sud-Liban. Dans les hurlements des réacteurs des Mirages, sous le pilonnage de l'artillerie, les populations qui fuient aujourd'hui et qui ne cessent de fuir depuis trente ans constituent les otages au sein d'une surenchère qui se joue à l'échelle mondiale, dans un conflit qui les dépasse.

Le terrorisme des nationalistes palestiniens est celui d'un Etat qui n'arrive pas à se constituer, il est le pot de terre face au pot de fer que constitue la terreur d'un Etat organisé comme celui d'Israël. En réponse aux onze commandos suicides envoyés par l'OLP et responsables d'une quarantaine de morts, l'Etat hébreu envoie 40 000 hommes avec avions, chars, etc., les

morts se comptent par centaines et les blessés par milliers.

Il ne s'agit pas de mesurer l'horreur mais, dans le monde capitaliste, chaque gang bourgeois doit montrer sa force face à ses adversaires et, en dernière instance, sa force se résume dans sa capacité à semer la mort sous toutes ses formes. L'artisanat des nationalistes palestiniens ne fait pas le poids face à l'industriel de la mort qu'est l'Etat hébreu. c'est pourquoi il doit chercher la protection de plus meurtrier que lui.

Paradoxalement, dans le capitalisme décadent, le système ne peut vivre que par la mort et la destruction et chaque fraction de la bourgeoisie, de la plus faible à la plus forte, est marquée de cette empreinte.

L'intervention israélienne au Sud-Liban vient détruire l'illusion d'un capitalisme pacifique, la concurrence capitaliste suppose la guerre comme la nuée l'orage et les rumeurs de paix sont en harmonie avec les tirs d'artillerie et les attaques en piqué des avions de chasse. Ainsi, au même moment où ses troupes passent à l'attaque, le gouvernement israélien affirme son désir de régler le problème autour d'une table de négociation et d'y amener la Syrie.

prie, de par sa clientèle électorale, ou ses liens avec tel ou tel secteur de la classe dominante, pour mener la politique que commande la défense des intérêts du capital national. Mais bien plus souvent, la composition d'un gouvernement est plus le résultat de tractations entre les différentes forces politiques bourgeoises que le reflet des choix qui se sont exprimés dans les urnes. Un exemple typique de cette réalité nous a été fourni l'année dernière aux Pays-Bas où les élections ont donné grand vainqueur le parti socialiste déjà à la tête de l'exécutif, mais qui ont abouti, en fin de compte, à la constitution d'un nouveau gouvernement dominé par... la démocratie chrétienne, les socialistes restant dans l'opposition. Les dernières élections françaises constituent donc à leur tour une preuve de plus du caractère fondamentalement mystificateur de l'institution électorale : les électeurs ont été appelés à se prononcer, au second tour (celui qui a fait la décision) entre deux coalitions, la "droite" et la "gauche", qui n'étaient pas destinées à constituer, comme telles, la véritable "majorité" qui finira par se mettre en place, et cela dans la mesure où ni l'une, ni l'autre n'étaient réellement les mieux appropriées pour faire face aux véritables nécessités du capital national. Quelles sont effectivement ces nécessités?

La crise mondiale du capitalisme impose à chaque pays de mener une politique dans trois directions fondamentales :

-contre la classe ouvrière, qu'il

s'agit de mystifier au mieux afin de lui faire accepter un maximum de sacrifices;

-contre l'ensemble des secteurs les plus anachroniques de la société afin d'imposer les mesures de capitalisme d'Etat permettant d'assurer un minimum de cohésion du capital national;

-contre les pays étrangers devenus des rivaux dans une guerre commerciale qui ne peut aller qu'en s'amplifiant.

Ce troisième volet de la politique bourgeoise, de même que la concurrence conduit au monopole, ne peut aboutir qu'à la constitution et au renforcement de deux grands blocs impérialistes, au sein desquels les différentes nations sont obligées de discipliner leurs antagonismes particuliers. C'est pour cela qu'aujourd'hui, toute politique "raisonnable" d'un pays occidental, et particulièrement européen, ne peut se faire qu'en liaison très étroite avec les intérêts des USA.

Pour mener une telle politique à trois volets, les partis sociaux-démocrates sont en général les mieux armés dans l'arène politique, soit qu'ils assurent seuls l'entièreté des responsabilités gouvernementales, soit, plus souvent, qu'ils le fassent en alliance avec les partis du "centre" : démocrates chrétiens (comme en Belgique ou au Portugal) ou libéraux (comme en Allemagne ou en Grande-Bretagne).

En France, la formule gouvernementale aujourd'hui la plus adaptée à la situation consiste dans une alliance entre le parti socialiste et les partis centristes, un gouvernement de centre gau-

che, de troisième force, comme le désignent les adversaires d'une telle coalition. Mais jusqu'à présent une telle formule n'a pu voir le jour. Pourquoi?

En fait, jusqu'à ces dernières années, la vie politique française est restée marquée par les séquelles de la guerre d'Algérie. Non seulement celle-ci a épuisé l'ancienne SFIO, mais elle n'a pu être liquidée que par la venue au pouvoir d'un courant politique, le gaullisme, dont la phrase nationaliste était seule apte à endormir puis vaincre la résistance des tenants de "l'Algérie française".

Aujourd'hui, l'indépendance nationale n'a plus cours, l'heure est au contraire à la "fidélité" envers l'Amérique. L'heure est donc venue de l'écartement du pouvoir des forces politiques qui incarnent cette "indépendance". La première étape de ce "réajustement", c'est Giscard lui-même qui Ta opérée, avec l'aide de Chirac (ô ironie!), à la suite de sa victoire sur le candidat gaulliste : Chaban-Delmas. Mais maintenant il faut aller encore plus loin. C'est le sens de cette main tendue au PS depuis l'élection de 1974. Concernant ce parti, il devait, quant à lui, se redonner une nouvelle jeunesse avant de pouvoir prétendre revenir aux affaires. Compte-tenu de la situation politique qui prévalait au cours des années 60 et début 70, cette opération passait par une alliance avec le PC qui a été officialisée par la signature du programme commun en 1972.

Ce programme commun n'avait pas pour seul but de permettre au PS de se refaire une virginité, le PC espérait aussi en profiter pleinement pour sortir du "ghetto" politique dans lequel l'avait placé la "guerre froide". Mais ce programme avait encore un autre objectif, et non des moindres, canaliser sur le terrain électoral, au bénéfice des partis signataires, l'énorme mécontentement qui s'était manifesté en 1968 et que la crise ne manquerait pas d'exacerber. Globalement, le programme commun a rempli son objectif : démobiliser les luttes et refaire du PS un grand parti, tant du point de vue des forces militantes que de l'impact électoral. De ce fait, il devenait caduc, et c'est là le sens fondamental de sa "réactualisation" manquée de septembre 77. Mais après plus de 10 années d'alliance électorale, les partis de gauche ne pouvaient, à la veille des élec-

tions, procéder à des "révisions déchirantes". Ils devaient, vaille que vaille, compte-tenu du système électoral mis en place par De Gaulle, maintenir la fiction d'une unité caduque afin de ne pas rater leur "examen de passage". Et c'est le parti qui était le moins intéressé dans cette unité, mais le plus intéressé dans sa fiction, le PS, qui est apparu comme le plus "unitaire" jusqu'au 19 mars.

Outre de servir jusqu'au bout comme dévouement du mécontentement des travailleurs, les élections avaient donc comme véritable enjeu un "rééquilibrage" des forces politiques au détriment du gaullisme et au bénéfice du PS et du centrisme.

...et leur résultat

Les élections ont en bonne partie permis ce rééquilibrage : le PS devient "le premier parti de France ex-aequo", l'UDF gagne des sièges et le RPR est affaibli. Cependant la progression du PS n'est pas aussi nette qu'escomptée et le RPR garde le groupe parlementaire le plus puissant : c'est là une expression des divers anachronismes qui continuent à peser en France : poids encore élevé du secteur agricole (clientèle favorite du RPR) et loi électorale qui sur-représente ce secteur. Mais les élections ont atteint un de leurs objectifs essentiels : elles ont libéré les différents partis de leurs alliances antérieures. Ils pourront enfin passer aux "choses sérieuses". C'est de celles-ci que Giscard, Mitterrand et Fabre s'apprentent à discuter... Quant à Marchais, sa visite à l'Elysée ne lui permettra pas de résoudre son problème : celui de rester encore à l'écart des responsabilités gouvernementales. Sa fonction anti-ouvrière, ce n'est pas encore dans les ministères que le PC va l'assumer, c'est dans les usines et les syndicats afin de continuer à dévoyer derrière "l'intérêt national" le mécontentement grandissant des travailleurs, y compris avec un langage plus "radical" que par le passé. Ce sera non seulement contre le nouveau gouvernement, mais aussi contre ce parti et ses mystifications plus efficaces, que les travailleurs

Sfr=ss,a ssyry.-
capitalisme en crise insoluble ne manquera pas de leur lancer.

F.M.

GAUCHISME

LA L.C.R. REVENDIQUE SON ROLE DE CHIEN DE GARDE DU CAPITAL

• Raccueilleur de suffrages pour le PCF, JM Catala, le leader de la Jeunesse Communiste, dans une formulation au flou étudié, invitait fin février les gauchistes à ne pas rester à l'écart du grand débat des partis "ouvriers". Sous-entendu : votez d'abord pour nous, après on verra!

"Rencontrons-nous immédiatement" répliquait illico la LCR, que l'on ne voit jamais prise en défaut de saisir de pareilles balles au bond. C'était en tout cas faire montre d'une trop prompt servilité pour le sentiment révolutionnariste de deux "sympathisants LCR Renault-Billancourt" beaucoup plus sensibles au verbe pur et dur de la Ligue quand elle parle de constituer le front ouvrier à la base contre les directions bureaucratiques et réformistes".

Croyant pouvoir rappeler l'esprit profond de ce front, ces deux sympathisants-là s'exclamaient dans une lettre à Rouge (publiée le 9 mars) : "Nous ferons la révolution en leur (c.a.d. PC et PS) passant sur le corps si nécessaire". La réponse de Rouge a du cruellement rabattre de leur ardeur "basiste". "La direction du PCF, écrit l'organe trotskyste, est, c'est vrai contre-révolutionnaire (nous soulignons). Mais elle est aussi majoritaire dans le mouvement ouvrier (...). C'est pourquoi (!), tout en refusant de réduire l'unité des travailleurs à l'unité des partis qui les représentent, nous pensons que la constitution de cette unité passe par des initiatives en direction de ces partis, de la base au comme". "Sympathisants, encore un effort pour être vraiment trotskystes", car ce que vous rétorquez Rouge, c'est, terme à terme la vérité d'une tactique frontiste telle que les épigones trotskystes l'ont depuis toujours défendue (voir RI No45).

L'opportunisme du courant trotskyste, prix de lourdes tares révolutionnaires dégénérescentes, l'a fait, et il y a longtemps, virer dans le camp de la bourgeoisie. L'initiative des Krivine et Bensaïd en période électorale traduit toujours plus, aujourd'hui, la très cohérente attitude d'une organisation mûrement pénétrée de ses responsabilités et devoirs au sein du capital et contre le prolétariat. Quand les élections ne sont plus qu'un moyen de la bourgeoisie pour détourner la classe ouvrière de sa lutte, le score électoral de la LCR, si modeste qu'il soit en relation, montre que son concours n'est pas insignifiant dans l'effort général du camp capitaliste et qu'il a encore plus valeur pour

l'avenir, ainsi que la Ligue elle-même aime à le présenter, surtout additionné, à celui des autres composantes de la prolifère famille trotskyste, farouches dénonciateurs de l'électorisme, comme elle, et fervents souteneurs de la gauche contre la droite.

Discutons! paradent en chœur tous les partis bourgeois tout en se regardant les uns les autres en chiens de faïence, dans leur bonne tradition démocratique. Et en effet la situation capitaliste qui leur fait face offre ample et pressante matière à discuter. Même sans invitation du PC et du PS, c'est à bon droit que la LCR, récapitulant toutes ses propositions sur les nationalisations, l'enchaînement des travailleurs à l'économie nationale, travesti sous le vocable de "contrôle ouvrier", l'encadrement syndical des ouvriers dans leurs usines et ateliers, peut se prévaloir de ces titres pour revendiquer une voix dans le concert cacophonique des gestionnaires du capital, sur la gauche des autres tenants du capitalisme d'Etat.

"Discutons des meilleurs moyens d'en finir avec l'austérité", pontifie la LCR. Vous accusez le PS de vouloir gérer l'austérité, apostrophe-t-elle le PC, mais vous restez sans voix pour critiquer la participation de votre parti frère, le PCI, à la gestion de celle-ci en Italie. Aucun parti gérant du capital, disons-nous, ne peut, dans les conditions de crise aiguë du système, échapper à l'impératif de la politique d'austérité anti-ouvrière. C'est justement parce qu'elle doit s'attaquer de plus en plus au prolétariat que la bourgeoisie a besoin de disposer contre lui de moyens mystificateurs en puissance croissante. C'est à cette nécessité objective que répond le jeu de surenchère à la dénonciation de l'austérité qui du PS aux gauchistes s'exerce avec une virulence en proportion inverse de l'éloignement du pouvoir direct.

La mise en place de la politique d'austérité va nécessairement de pair avec la nécessité d'un renforcement de l'Etat bourgeois. Partisans extrêmes de l'étatisme, la marche inexorable du capitalisme vers une économie de guerre renforcée ne peut que confirmer les trotskystes comme cette force d'appoint de la bourgeoisie qu'elle représente déjà virtuellement, en particulier dans le rôle de flics usinistes, doublures radicales des syndicats.

M.X.

LA MAREE NOIRE

Soufflant presque la vedette aux péripéties électorales et à leurs prolongements gouvernementaux, la consternante affaire de l'Amoco-Cadiz est, en langage de désolation et d'horreur, lourdement venue rappeler la sinistre réalité du capitalisme. La presse a largement relaté les circonstances de l'échouage du tanker libérien, il est sans doute difficile de trouver une image qui illustre mieux, en plus condensé, l'absurdité et l'emballage d'un système capitaliste décadent, incapable de maîtriser les forces naturelles, matérielles et humaines qu'il a mises lui-même en branle et vouant la planète à son auto-destruction, que ce soit par la guerre, la famine ou la par l'impuissance qu'il a à faire face aux fléaux naturels.

En ce sens, des catastrophes comme celles de l'Amoco-Cadiz ou d'Ecofisk ne sont accidentelles, qu'au pur ni-

veau de l'évènement ; mais fondamentalement, elles expriment le stade mortel de contradictions atteint par le capitalisme et attestent qu'il n'y a désormais pour l'humanité et le prolétariat, sa partie porteuse de devenir, qu'une solution : s'en débarrasser ou périr avec lui. En effet, la réduction drastique des coûts de production qui pousse le capital à exposer de plus en plus la survie des hommes à ce genre de catastrophes n'est pas imputable à une forme de gestion ou à une autre, mais aux nécessités imposées par la crise mortelle du système de production lui-même.

Au moment où la pollution électorale en France exerce ses derniers effets, le lamentable échouage de l'Amoco-Cadiz n'en sert que plus de figure de repoussoir aux discours de tous les partis du capital qui font assaut de propositions gestionnaires devant la crise.

ITALIE suite de la p.1

renforcer l'appareil législatif et répressif (décret du 21 mars qui permet, entre autre, les interrogatoires sans mandats, l'extension des écoutes téléphoniques, etc.) en les mobilisant pour la défense de la démocratie, en transformant les flics de l'Etat capitaliste en "enfants du peuple qui versent leur sang pour la démocratie".

Le renforcement de l'Etat tient moins au renforcement de sa capacité de coercition militaire et policière qu'à sa capacité de se faire accepter, non pas comme instrument d'oppression mais comme instrument de défense de la population, telle est la mystification démocratique qu'essaie aujourd'hui de mettre en place la bourgeoisie en Italie, aidée en cela par l'expérience encore récente de sa consœur allemande.

Pour le prolétariat, derrière cette mystification où il est convié à la défense de l'Etat "démocratique" se cachent toutes les mesures d'austérité, tous les sacrifices que la bourgeoisie va tenter

de lui faire accepter au nom de la défense du capital national (cf article p.3). Appelé à participer à l'union pour sauvegarder l'ordre dans la nation, c'est au renforcement des armes de la bourgeoisie contre lui qu'on lui demande de contribuer. Aujourd'hui, l'union nationale est constituée contre les terroristes. Demain, c'est le prolétariat qui sera qualifié de "terroriste"; "provocateur" ou "fasciste" quand il se dressera contre l'ordre établi. Et c'est au nom de la même "union du peuple dans la démocratie" que la bourgeoisie dressera son Etat et sa police contre la classe ouvrière.

J.J.

ERRATA

Dans l'article "Histoire de la Gauche" paru dans RI N° 46, une erreur s'est glissée : P.Faure ne fut jamais membre du PC, mais se faisait remarquer plutôt par ses virulentes attaques anti-communistes dans "Le Populaire", quotidien de la SFIO.

LES «ACQUIS» DE 1936...

• Mars 78, c'était l'espérance, pour beaucoup, que si la gauche parvenait au pouvoir, enfin "tout allait changer !" L'espérance était la même, en mai 36, quand les élections législatives donnèrent la majorité à la gauche.

Alors, voyons la suite. Le 4 juin, les partis unis de la gauche forment le gouvernement de Front Populaire. La bourgeoisie n'a pas trouvé d'autre moyen, en effet, pour essayer d'en finir avec le mouvement de grèves qui paralyse le pays. Le président Lebrun supplie Blum de lancer un appel aux ouvriers par radio : "Dites-leur que le parlement va se réunir, que, dès qu'il sera réuni, vous allez lui demander le vote rapide et sans délai des lois (sociales)... ils vous croiront... et alors, peut-être le mouvement s'arrêtera-t-il ?" Car le but est bien là. Le 7, les entretiens entre la Confédération Générale du patronat français et la CGT, en présence de Blum, représentant le gouvernement, aboutissent à la signature des accords Matignon qui sont censés donner des avantages au prolétariat.

Le lendemain, les journaux "de gauche" publient l'accord en criant à la victoire et au triomphe. Quelle est donc cette victoire ? Quels sont ces acquis pour le prolétariat ?... "La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail..." "Liberté... d'adhérer librement... à un syndicat professionnel". "Les salaires réels pratiqués... réajustés..." Promesse de "...négociations pour la fixation par contrat collectif de salaires minima, par région et par catégorie..." "...dans chaque établissement employant plus de 10 ouvriers, après accord entre organisations syndicales ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux titulaires ou plusieurs délégués ouvriers..." en vue "...de présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites." et, en conclusion : "la délégation confédérale ouvrière demandera aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que la direction des établissements aura accepté l'accord intervenu et dès que les pourparlers relatifs à son application auront été engagés entre les directions et le personnel des établissements".

Paris, le 7 juin 36. Les ouvriers, moins impressionnés par ces accords que les journaux "de gauche", tardent à reprendre le travail. C'est alors, le 11, juin, le célèbre discours de Thorez, qui deviendra le refrain, dans la bouche des Jouhaux, Cachin, Duclos et consorts pour faire reprendre le travail : "...il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles revendications". Et, pour hâter la reprise du travail, seront alors ajoutées les fameuses lois sociales du 21 juin 36 :

- les 40 heures : "...la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un et de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder 40 heures par semaine", et cela, sans réduction de salaire ;

- les congés payés d'une durée de deux semaines pour tous les travailleurs.

Devant ce qui apparaît comme des acquis, la lutte s'effrite puis finit par s'arrêter. Mais, à partir du moment où le prolétariat arrête sa lutte, cela signifie, en période de décadence, que la bourgeoisie entame la conquête du terrain momentanément concédé.

Voyons plus loin, en effet. Qu'en est-il, de cette soi-disant victoire dont parle Thorez ?

les conventions collectives non seulement, grâce au syndicat, elles tentent d'enfermer la lutte du prolétariat dans un cadre légal, mais, en plus, sanctionnant le reflux de la lutte, une loi vient s'ajouter, dès décembre 36, aboutissant, au terme de son évolution à la loi du 4 mars 38, rendant l'arbitrage obligatoire en cas de conflit, ce qui vaut aux métaux par exemple, l'énorme avantage, désormais, d'être obligés à "un délai d'une semaine franche avant de recourir à la grève". Le syndicat fera respecter l'esprit d'arbitrage. Avant même qu'il soit rendu obligatoire, le syndicaliste Jouhaux se déclarait "satisfait des résultats des arbitrages" même si "l'arbitrage ne peut apporter 100 % de satisfaction aux travailleurs" ! Et si, en 36, notre PC

national élevait la voix par rapport à cela... c'est parce que la classe ouvrière n'était pas encore tout à fait battue ; il fallait donc mettre des nuances pour pouvoir arriver en 38 à la déclaration de Croizat-député communiste- à la Chambre : "La classe ouvrière veut l'ordre. La grève n'est pour elle qu'une ultime nécessité qui lui est imposée par l'arbitraire patronal. La classe ouvrière applaudira si nous lui donnons les moyens de suppléer à la grève..." Un acquis ? Oh oui ! mais pour l'Etat qui a enfin compris que le syndicat lui est un précieux auxiliaire qui lui permet de développer sa présence policière jusque dans les usines ! N'est-ce pas le syndicat qui aura sans cesse prêché l'ordre, la sagesse et l'esprit de conciliation aux prolétaires en lutte lorsqu'il répétait par la bouche de la CGT sur tous les airs ce même refrain : que le mouvement doit rester "paisible, ordonné et propre (sic!!)"... et encore quand il invitait "les délégués de toutes les entreprises encore en grève à redoubler d'activité en vue de la conclusion d'accords... et de faire preuve de l'esprit de conciliation..." !

Quand la décadence du capital, dans sa phase de crise mortelle, impose à l'Etat de préparer sa seule issue : la guerre, l'Etat, plus que jamais, se voit contraint de contrôler toute la société pour orienter vers elle toutes ses énergies. C'est le syndicat, dans l'usine (nous le verrons plus loin), qui se chargera de cette besogne. Une victoire alors ? Oh oui ! pour l'Etat, puisqu'il se renforce face à son ennemi, le prolétariat.

• les Salaires autre grande victoire ! Suite aux grèves de mai-juin, les métaux parisiens, par exemple, obtiennent une augmentation de 22 % environ. Pendant les six derniers mois de 36, les salaires restent inchangés, malgré une hausse du coût de la vie de l'ordre de 25 %. En mars 37, suite à deux réajustements, les salaires se trouvent augmentés de 12,84 %. Les salaires ne sont plus modifiés jusqu'à la fin d'octobre 37. Or, à ce moment-là, la hausse du coût de la vie depuis juin 36 atteint 50 % ! Dans le meilleur des cas, les augmentations de salaire acquises sont réduites à néant : la vérité, c'est qu'il n'y a plus d'augmentation réelle possible ; elle est mangée immédiatement par la hausse des prix. Alors, pour qui la victoire ?

• les 40 heures ! Les plus cyniques osent dire : "juridiquement" cela n'a jamais pu être aboli ! Laissons le "droit et regardons les faits."

-un décret général du 21 décembre 37 stipule la récupération des heures perdues dans les industries souffrant de morte-saison. "Cela est valable dans les industries et commerces assujettis à la loi de 40 heures."

-et encore... autorisation d'heures supplémentaires dans les secteurs essentiels de la vie économique : dès le 29 juillet 37, par arrêté, cela concerne les mines de fer, et, le 21 décembre 37 les mines de charbon. On institue même un Comité d'Enquête sur la productivité du travail, à l'initiative... de la CGT bien sûr ! Mais rassurez-vous, c'est uniquement pour démontrer le caractère calamiteux des affirmations patronales sur les baisses de rendement. Le travail de ce comité trouve son heureux aboutissement dans "l'assouplissement" (!) des premiers décrets et instaure des dérogations supplémentaires... pour les industries intéressant la défense nationale. La CGT prépare la guerre.

-Le 21 décembre, une autre dérogation, toujours exceptionnelle, pour les industries souffrant d'une insuffisance de main d'oeuvre qualifiée. Les décrets de novembre et décembre 38 verront l'institution de sanctions contre les refus d'heures supplémentaires ! (cela est encore valable). Enfin nous touchons au but : le décret du 21 avril 39 supprime les majorations de salaires pour les heures comprises entre la 40ème et la 45ème heure !

C'est une victoire en effet, un triomphe... mais pour la bourgeoisie de droite et de gauche qui prépare sa guerre.

-Mais il reste les deux semaines de congés payés. Que représentent-elles ? Peu de temps après la promulgation des premiers décrets, le patronat réclame la récupération des fêtes de Noël et du 1er de l'An. Le gouvernement, "de gauche" appuie la demande. Les syndicats recommandent à leurs adhérents d'accepter cette récupération qui doit se limiter, paraît-il, à ces deux jours fériés. En

fait, la récupération sera étendue à toutes les fêtes légales et même aux fêtes locales. C'est environ 80 heures de travail supplémentaire par an qui sera ainsi récupéré. Faisons le compte, cela fait exactement deux semaines, les deux semaines de congés payés.

Par ailleurs, il est à noter que ces fameux congés payés, sous une forme ou sous une autre, ont été accordés à la même époque dans la plupart des pays développés, sans qu'il y ait eu forcément de luttes ouvrières pour les amener. C'est qu'outre le fait qu'il est possible au capital de les récupérer sous un autre biais, ces congés ne font que prendre en compte la nécessité absolue de repos supplémentaire en vue de la reconstitution de la force de travail de plus en plus exploitée. Nécessité absolue pour chaque capital national s'il veut conserver des ouvriers "rentables" face à l'accentuation des cadences pour produire au plus bas prix et tenter de rester commercial sur un marché international qui a atteint ses limites.

Une victoire ? Qui aura encore le cynisme de parler de victoire ?

Ainsi, la deuxième guerre impérialiste qui se prépare depuis 1930 peut enfin arriver à terme grâce à la gauche et au syndicat qui auront réussi à démoraliser, mystifier, diviser et vaincre la classe ouvrière. La "gauche" sera fière d'avoir réussi, elle le proclamera, les uns vantant la méthode, c'est Blum quand il déclare : "il faut noter qu'au point de vue de l'ordre public, cette forme de grèves a d'incontestables avantages. Les ouvriers occupent l'usine, mais il est vrai que l'usine occupait les ouvriers. Les ouvriers étaient là et pas ailleurs. Ils n'étaient pas dans la rue. Au moment où ils étaient tous groupés dans l'usine, ils ne formaient pas ces cortèges avec des chants, des drapeaux rouges, qui viennent se heurter aux barrages de police..." Et oui, enfermés dans les usines, quand ils les occupaient, les ouvriers ne menaçaient pas l'Etat. Les autres vantent l'esprit qui les anime et c'est le PC qui conclue : "Les communistes ont manifesté leur volonté inébranlable de défendre le pays en votant les crédits de défense nationale... sur le champ de bataille, des communistes soldats ont déjà versé leur sang".

Il y a effectivement de quoi être fier d'avoir contribué à l'accomplissement d'une telle oeuvre, la survie du capital : la 2ème boucherie mondiale fera 55 millions de morts...

Les prolétaires doivent tirer les leçons.

Comme dans les années 30, le capital est mondialement en crise, et une crise de plus en plus aiguë.

Le capital ne survit plus que dans un cycle infernal de crise, guerre, reconstruction, crise...

Comme dans les années 30, l'heure de la gauche au pouvoir se précise avec aussi un programme qui, lui aussi, promet d'accorder les 40 heures, les loisirs, davantage de congés payés, le SMIC à 2400 F et des augmentations de salaires

Plusieurs leçons doivent être tirées. Nous n'en soulignerons qu'une, mais qui est d'importance, capitale pour le prolétariat : étant définitivement entré dans sa phase de décadence, le capital ne peut plus accorder aucun avantage important et durable ! Le prolétariat ne peut plus espérer, comme au 19ème siècle, s'aménager une place moins mauvaise dans le capital. La seule alternative désormais est : guerre ou révolution. La sinistre mascarade de la gauche au pouvoir et des soi-disant avantages acquis sont là pour l'illustrer. Tous ceux, depuis la gauche, les syndicats et les gauchistes de tout poil qui avec un langage qui se veut ouvrier et plus ou moins radical parlent des acquis de 36 sont les ennemis mortels de la classe, aujourd'hui et demain.

En 36, mondialement, la classe ouvrière était faible. Elle relevait d'une défaite sanglante, celle de la vague révolutionnaire des années 17-23. Mais, demain, quand la lutte se généralisera, à l'inverse des années 30, c'est un prolétariat ayant refait le plein de ses forces physiques et fort des leçons de ses défaites qui se dressera contre toute cette racaille : syndicats, gauche et extrême-gauche, les démasquant pour ce qu'ils sont : les meilleurs défenseurs du capital.

un gérant conséquent

du capital italien : le p.c.i.

• Dans les thèses publiées par notre Courant en juillet 76 (voir la Revue Internationale n°7), nous mettions en avant que, autant l'approfondissement de la crise rendait inévitable la venue du PCI au pouvoir, autant cette gravité de la crise, en jetant encore plus l'Italie dans les bras de son bloc de tutelle américain rendait par cela même ce chemin du pouvoir long et difficile pour le PCI, les USA voyant mal en effet un pays de leur bloc avec des stalinien au gouvernement. Cette contradiction entre le caractère fondamentalement national des intérêts du capital et la nécessité du renforcement des liens avec le bloc impérialiste US explique toutes les "crises" politiques qui secouent la bourgeoisie italienne, tous les efforts du PCI pour convaincre les autres fractions de la bourgeoisie de sa bonne foi capitaliste.

L'accord signé le 4 mars à Rome entre les partis constitutionnels amenant à une nouvelle majorité comprenant les "communistes" n'est qu'une illustration de ce dilemme.

Cette accession à la majorité parlementaire est le prix payé par l'excellent travail réalisé par le PCI dans l'attaque des conditions de vie de la classe ouvrière en Italie, pour la propagande inlassable qu'il mène auprès des travailleurs afin qu'ils acceptent l'austérité pour les besoins de l'économie nationale, pour le sens des responsabilités qu'il montre quant à la gestion de l'ordre bourgeois. Car le PCI n'a pas attendu de faire partie de la majorité parlementaire pour faire son ignoble travail, parfaitement conscient des craintes qu'il inspirait à certaines fractions de la bourgeoisie italienne et à l'administration Carter. Il a tout fait pour dissiper ces craintes, même sans participer formellement au gouvernement.

Depuis les élections de 76 il a soutenu par sa politique d'abstention au parlement toutes les mesures des différents gouvernements démocrates-chrétiens, débutant ainsi l'application du "compromis historique" que la Démocratie Chrétienne se refusait à accepter.

Ensuite, ce furent les déclarations du futur ministre Berlinguer, secrétaire général du PCI, expliquant aux travailleurs la dernière trouvaille théorique à mystifier les prolétaires : "l'austérité comme condition de transition au socialisme", qui lança une campagne de grande envergure pour mobiliser le prolétariat dans la défense des intérêts du capital national. A travers la puissante centrale syndicale, la CGIL, qu'il contrôle, le PCI asséna ce thème à travers plusieurs milliers de réunions et de meetings - et en même temps la CGIL signait avec les autres syndicats et le patronat un accord annulant l'échelle mobile des salaires, supprimant les jours de congés donnés par les fêtes religieuses, etc, etc. Après le "camarade" Berlinguer, ce fut au tour de tout autant "camarade" Lama, dirigeant de la CGIL (et du PCI) d'entonner au micro des réunions l'air fameux du "serrez-vous la ceinture, à chaque cran serré c'est le socialisme qui approche". En janvier dernier il déclarait qu'il fallait qu'avec leurs syndicats les travailleurs acceptent "une politique de sacrifices. Des sacrifices non marginaux, mais substantiels" et aussi pour réduire le chômage qui frappe les travailleurs : "il est clair que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs occupés doit passer au second plan"; ce qui signifie en clair de la bouche de Lama lui-même ; "la politique salariale au cours des prochaines années devra être très contenue". Et pour ne pas gêner la compétitivité du capital italien, "nous ne pouvons plus obliger les usines à garder un nombre de travailleurs supérieur à leurs capacités productives". Ces travailleurs "excédentaires" iront rejoindre la cohorte des chômeurs qui eux seront assistés "pour une année et pas plus". En somme, politique très logique : couper les vivres aux chômeurs pour résoudre le chômage ! Objectif premier pour Lama.

Et comme auparavant aux déclarations se sont ajoutés les faits, et, en février la conférence des délégués syndicaux débouchait sur un "programme d'austérité", "indispensable pour sortir de la crise".

Son contenu était le suivant : ralentissement de la progression des salaires, mobilité de l'emploi, hausses de certains, tarifs publics, baisse des pensions, etc. Et ce programme ? C'est celui signé des deux mains par le PCI pour entrer le 4 mars dernier dans la majorité de soutien à Andreotti...

les grèves aux USA et en RFA

AU COEUR DU CAPITALISME MONDIAL

• Ainsi, la grève qui s'est déclenchée depuis plusieurs mois dans les mines américaines, depuis quelques semaines dans l'imprimerie et la métallurgie ouest-allemande, n'est pas morte ; elle continue son chemin, bien vivante, au grand désespoir de la bourgeoisie et de ses agents syndicaux, pour qui l'arrêt de la production et la résistance acharnée des ouvriers dévoilent au grand jour l'irréconciliable antagonisme entre les classes, et son expression vivante : la lutte de classe du prolétariat.

Ni la loi Taft-Hartley, ni le lock-out déclenché par le patronat allemand n'ont pu arrêter le mouvement de grèves. Surtout lorsque le prolétariat commence à prendre conscience de sa propre force longtemps contenue par celle même du capitalisme le plus puissant du monde et le poids des illusions démocratiques qu'il engendre. L'extension de la crise générale du capitalisme dans les centres nerveux du capital mondial est irréversible et plonge déjà des masses grandissantes d'ouvriers dans son tourbillon : chômage croissant (près de 7 millions de chômeurs aux USA) ; diminution du salaire réel plus grande même que dans les pays industriels les plus touchés par la crise (France, Italie). Aucune mesure légale, aucune démonstration de force de la bourgeoisie (lock-out) ne peuvent dans ces conditions stopper le mécontentement grandissant des ouvriers.

Certes, le prolétariat américain et allemand est faible encore. L'habileté consommée des plus formidables machines d'encadrement capitaliste qui puissent exister, les syndicats de ces pays, leur décision rapide de déclencher préventivement la grève pour mieux la canaliser ensuite dans les grèves par catégories expriment la faiblesse actuelle du mouvement prolétarien renaissant. Mais cette faiblesse est celle d'un

giant endormi qui s'éveille peu à peu et prend lentement conscience de la force immense qu'il détient. La force et l'habileté des syndicats, qui ne se sont pas fait déborder par des vagues de grèves sauvages, sont l'expression de la faiblesse croissante de la classe capitaliste face au prolétariat. Leur apparente "radicalisation" est le signe que le capital ne peut plus simplement se contenter d'une politique classique de "gros bâton" syndical, franche et brutale. D'une force qui monte et qui s'affirmera demain toujours plus, la bourgeoisie a appris de 50 années d'expériences qu'il est de meilleure tactique d'en limiter l'impact et d'en diminuer le choc par l'éducation syndical, dont la capacité d'absorption dépend de sa souplesse même.

Certes aussi, le prolétariat des mines américaines, les imprimeurs et les métallos allemands ont peu ou obtiendront peu sur le plan revendicatif. A la différence de la bourgeoisie conquérante qui volait au siècle dernier de victoire en victoire, la classe prolétarienne, seule classe révolutionnaire, ne peut remporter des victoires successives sur son ennemi de classe. Sa seule victoire décisive consiste dans la destruction totale de l'ensemble de l'édifice du capital mondial. Le prolétariat n'est pas comme une armée mobilisée en permanence se préparant à chaque moment au combat avec la bourgeoisie. Classe soumise à la pression terrible et permanente de l'idéologie et de l'appareil capitaliste, le prolétariat ne peut trouver la voie de sa victoire finale qu'au travers d'expériences répétées, et souvent douloureuses par leur échec apparent, au travers de ses luttes de résistance. Derrière l'insuccès apparent d'une grève, germe l'expérience toujours plus riche d'une classe dont la force est plus celle de la conscience que du nombre.

C'est pourquoi les révolutionnaires suivent aujourd'hui avec autant d'attention que de passion les grèves qui se déroulent sous leurs yeux dans deux des plus grands bastions du capitalisme mondial. S'ils soulignent la faiblesse du mouvement de reprise de la lutte de classe dans ces pays, après un creux de plusieurs années, c'est pour mieux mettre en évidence la force montante d'un tel mouvement. Les premiers signes d'une remontée décisive de la lutte de classe au niveau international ne peuvent être décelés que là où le capitalisme existe sous sa forme la plus concentrée. Une grève aux USA et en RFA, chez les mineurs et les métallos, cœur du prolétariat d'industrie, une grève où la combativité du prolétariat ne

s'émousse plus dans l'écoeurement de la défaite, mais se raffermir de sa décision à résister pied à pied au capital, c'est un formidable encouragement à la lutte de classe internationale dans tous les pays. C'est une flamme d'espoir qui s'allume dans le cœur et le cerveau de tous les ouvriers, c'est une invitation à reprendre le flambeau de la lutte de classe dans tous les pays.

Le surgissement, même timide, de la lutte de classe dans ces deux pays est une confirmation de la vision révolutionnaire, les prolétariats allemand et américain ne sont pas intégrés. Ils sont la force qui, de plus en plus, menacera les soubassements de tout l'édifice capitaliste.

A l'heure où les blocs impérialistes se lancent dans une nouvelle course aux armements et élargissent leur confrontation à l'ensemble de l'Afrique, la résistance du prolétariat dans les citadelles de l'impérialisme traduit en acte le cours historique actuel : cours vers la guerre de classe, seul cours qui puisse s'opposer au cours vers la guerre généralisée. Des leçons de la lutte de mineurs américains, de métallos allemands s'enrichira la conscience non de tel ou tel prolétariat "national", mais de l'ensemble du prolétariat international.

Tirer les leçons de sa lutte, voilà la tâche historique la plus brûlante du prolétariat aujourd'hui. Dans les mouvements partiels d'aujourd'hui se forment les armes de demain. Dans ces luttes partielles du prolétariat mondial, les révolutionnaires voient se confirmer leur inébranlable détermination à lutter pour le renversement du capitalisme mondial et l'instauration de la dictature de leur classe dans tous les pays.

Ch.



Réponse des travailleurs au contrat passé entre les syndicats et le patronat.

LA CONFERENCE DE BELGRADE

LES MASQUES TOMBENT

• S'il fallait reconnaître un mérite à la conférence de Belgrade, ce serait celui d'avoir donné l'occasion à des représentants de la bourgeoisie de laisser échapper, non sans quelque franchise, certaines vérités élémentaires.

Cette conférence, pompeusement intitulée "sur la sécurité et la coopération en Europe", qui réunissait 35 Etats, a d'abord été reconnue comme un fiasco. Le représentant de la Suisse, reflétant l'avis de la plupart des participants, avait : "la conférence a été un succès à 1 % et un échec à 99 %".

Un fiasco ? Certainement, n'ayant servi qu'à traduire les antagonismes entre les blocs, elle exprimait exactement : l'inverse de sa façade : la préparation de la guerre et la division de l'Europe à travers les blocs.

De fait, même la maigre déclaration finale qui se borne à l'unanimité d'un accord pour constater les désaccords ne pouvait guère laisser subsister d'ambiguïtés.

En second lieu, dans la conférence même ou simultanément à son déroulement, la "mauvaise foi" de l'URSS quant à sa soi-disant politique de détente alors qu'elle armait, par exemple, la guerre de l'Ethiopie dans la corne de l'Afrique de l'Afrique a été dénoncée... par les Américains. Voilà une dénonciation on ne peut plus fondée ! En même temps, les discours des USA sur la paix et les droits de l'homme étaient qualifiés "d'hypocrisie ne faisant que relancer un climat de guerre" par l'URSS. Voilà aussi une accusation rigoureusement exacte !

Et le délégué roumain pouvait bien noter "le climat de désarroi et de panique entretenu artificiellement" ; dans le duel Est-Ouest qui résume la Conférence, si aucun effort n'a été épargné pour parvenir au bord de la rupture, c'est que les intérêts russes, aussi bien qu'américains, allaient dans ce sens. Il s'agissait simplement de rejeter la responsabilité de l'échec sur l'autre camp. Référons-nous à la conférence similaire d'Helsinki, il y a trois ans : l'initiative en revenait à l'URSS qui entendait bien tirer profit d'un rapiéçage de sa pseudo-politique de détente et s'était finalement retrouvée

la cible de la Conférence sur la question des "droits de l'homme". Ce style de conférence devenait dès lors un terrain miné pour les Russes. Quant aux USA, Belgrade ne pouvait avoir d'autre intérêt que celui de leur permettre de multiplier les attaques contre l'URSS.

C'est pourquoi la mascarade d'Helsinki (voir RI n° 17, "les vautours de la paix") atteint, à Belgrade, à un dérisoire qui rejette même son masque de "conférence de la paix", au milieu du déchaînement des conflits inter-impérialistes dans le monde.

A travers la confirmation à Belgrade du rapport de force installé depuis Helsinki, qui se solde par une mise en accusation de l'URSS sur le "non-respect des droits de l'homme", question monopolisant les débats, on peut se demander : pourquoi l'URSS joue aujourd'hui le rôle de "grand méchant loup" dévolu naguère à l'ogre impérialiste américain, quand il déversait des tonnes de napalm sur les villages vietnamiens alors que celui-ci serait devenu, par on ne sait quelle magie, une espèce de Saint-Bernard qui abreuverait les "peuples opprimés" de paroles de soutien et "les Etats oppresseurs" de leçons démocratiques et pacifistes tout en écoulant de plus belle des tonnes d'armements de par le monde ?

Ceci n'est pas un bien grand mystère. La puissance impérialiste qui connaît le plus de difficultés, la plus faible dans le rapport de force - nous avons l'exemple de l'Allemagne en 14 et en 39 - n'ayant d'autre choix que celui de passer à l'offensive, endosse toujours le "mauvais" rôle.

Inversement, le "beau rôle" qu'à travers l'alibi de la "paix" - pour préparer la guerre - peuvent se donner les USA aujourd'hui est un luxe que permet seulement sa position de puissances hégémoniques sur le terrain économique.

Mais, pour nous, prolétaires, il n'y a pas de "bons" et de "mauvais" ennemis ; nous avons un seul ennemi : le capitalisme, quel que soit le masque dont il pare la rivalité de ses fractions pour nous jeter dans sa barbarie et une seule issue : la guerre de classe contre la guerre impérialiste.

Y.D.

LA CRISE DU DOLLAR

l'impasse capitaliste

suite de la p.1

Entre 1944 (accords de Bretton Woods) et 1971, le dollar a été l'équivalent de l'or : lié à ce métal dans le rapport d'une once pour 35 dollars, il constituait l'étalon de toutes les autres monnaies, la contrepartie étant évidemment qu'il pouvait être converti à tout moment par quiconque en détenteur de la contre-valeur en or. A partir de 1968, l'administration Johnson avait déjà apporté de sérieuses limitations à ce principe, mais les mesures décisives devaient intervenir en août 1971, quand le président Nixon décidait de supprimer la convertibilité du dollar (non seulement en or mais dans n'importe quelle autre monnaie) ainsi qu'une taxe de 10% sur toutes les importations industrielles. De telles mesures apparaissaient à l'époque comme une sorte de cataclysme : c'était toute la base sur laquelle s'était opérée la reconstruction du deuxième après-guerre - la primauté du dollar et la levée des barrières protectionnistes - qui s'effondrait. Et, de fait, ces mesures exceptionnelles étaient la réponse à une situation déjà à l'époque exceptionnelle : en 1971, pour la première fois du siècle, la balance commerciale des USA était déficitaire. Aujourd'hui, les déficits commerciaux de ce pays sont devenus chose courante : 5,9 milliards de dollars en 1976, par exemple. Mais ce qui l'est moins c'est le déficit de 1977 : 26,7 milliards de dollars. Voilà qui permet d'expliquer en bonne partie la dégringolade présente du dollar favorisée et encouragée à partir de juillet 77 par le trésor américain lui-même. Cette chute comporte effectivement un double avantage pour les USA :

- réduire d'autant les dettes américaines qui sont en général libellées en dollars.

- réduire les prix des marchandises américaines sur le marché international et les rendre ainsi plus compétitives face à celles des autres pays.

A cela on peut également ajouter la réduction de la valeur réelle de la facture des produits pétroliers importés dont les prix sont fixés en dollars et qui, avec un montant de 15 milliards de dollars, est le principal responsable du déficit commercial.

Mais si cette baisse du dollar permet de laisser prévoir un certain rétablissement des positions commerciales américaines, elle met en même temps à nu les contradictions insolubles dans lesquelles se débat aujourd'hui le capitalisme mondial.

D'une part, sur le plan intérieur, elle révèle l'impasse de toute politique économique, ballottée entre l'inflation et la récession. Si la baisse de la monnaie permet une certaine "relance" de la production, elle s'accompagne aussi d'une hausse des prix à l'importation, et par suite de l'ensemble des prix intérieurs, d'où poussée de l'inflation (1976 : 5,8%, 1977 : 6,5%), elle-même grosse d'instabilité tant sur le plan social (voir la grève des mineurs) que sur le plan des sphères politiques, comme le montre la démission d'Arthur Burns, directeur de la Banque Fédérale de Réserve, pour qui : "la volonté de combattre l'inflation n'est pas assez forte dans ce pays (alors que ce mal est) l'ennemi mortel du progrès économique et de nos libertés politiques".

D'autre part, cette baisse du dollar met en difficulté l'ensemble des autres économies dont les marchés seront pris par les USA (particulièrement le Japon et l'Allemagne) : ainsi chaque capital ne peut tenter de surmonter qu'en enfonçant les autres. Les USA ont les moyens d'une telle politique, et ils s'en servent. Mais en même temps, non seulement ils minent des économies qui ne pourront que leur acheter moins, mais de plus, ils affaiblissent leurs meilleurs alliés au sein de leur bloc, ce qui n'est pas fait pour renforcer la capacité d'ensemble de celui-ci face au bloc adverse, celui de l'URSS.

Ainsi, la crise du dollar n'est pas la simple crise de la monnaie d'un pays parmi d'autres. Elle est le révélateur des contradictions insurmontables dans lesquelles est plongé le capitalisme aujourd'hui, et qui entraînent tous les pays dans une incessante fuite en avant, qui, sur le plan capitaliste, ne peut aboutir qu'à une nouvelle guerre impérialiste généralisée.

F. M.

UN SOULEVEMENT UTILISE PAR LA BOURGEOISIE

• Pendant que l'idéologie bourgeoise fait tout pour enserrer la classe ouvrière dans le carcan national, qu'en France toutes les oeillères sont fixées par rapport aux élections, que la classe s'y laisse encore attacher aux impératifs dictés par les intérêts de la bourgeoisie nationale, ligotée par les illusions sur la gauche et ses promesses, les affrontements sociaux qui secouent les pays du Tiers-Monde redoublent de violence.

En Equateur, en Tunisie, en Argentine, au Pérou, ce n'est plus à coups de promesses électorales que la bourgeoisie répond aux revendications contre l'inflation, le chômage, la dégradation des conditions de vie, mais avec des tanks, des bombes à gaz, des canons, des mitrailleuses...

Dans les pays encore plus enfoncés dans la crise parce que trop arriérés pour résister à l'assaut de la crise mortelle du capitalisme, comme le Nicaragua, la violence des affrontements est à l'image de la pourriture d'un système capitaliste empêtré dans ses contradictions et manifeste en clair ce que peut offrir comme avenir à l'humanité ce système décadent : une entrave à tout développement, l'exacerbation de la misère et la destruction.

Pas plus que pour les autres pays d'Amérique Latine, ce n'est pas une quelconque "aspiration à la démocratie" qui ébranle aujourd'hui la dictature de la famille Somosa au Nicaragua, mais le basculement de l'économie dans le chaos.

Pays essentiellement et presque exclusivement agricole (producteur de café des USA), le Nicaragua présente l'image d'une population dont 80% habite dans des bidonvilles, vivant de travaux saisonniers, et dont 40% des habitants en âge de travail est au "chômage" -si tant est qu'on puisse encore appeler chômage une situation endémique où près de la moitié de la population n'a pu être intégrée à la production. Si le capitalisme y a en effet détruit toute possibilité de survie des modes de productions pré-capitalistes, il n'a pas pour autant été à même de créer les conditions d'un développement rendant possible l'intégration de toutes les couches de la population, réduisant ainsi de larges masses,

laissées pour compte, à un dénuement total.

Les ravages que peut amener l'affaiblissement du capitalisme mondial dans un tel pays, entièrement à la merci des besoins des puissances plus fortes, sont à la mesure de son arriération. Au début du mois, c'est réellement une population affamée qui s'est insurgée, soulevant des quartiers entiers de la ville de Masaya, armant des villages d'indiens...

A cette insurrection a répondu un massacre immédiat, les armées de l'Etat rasant des quartiers entiers, opposant aux minces pistolets des insurgés l'armement de choc sur terre et par air dont dispose l'Etat.

Nous ne devons pas nous laisser aveugler par la seule violence des affrontements. La conclusion du soulèvement, les "acquis" qui en ont résulté, ne furent que la reconnaissance de "l'opposition libérale" par le gouvernement... et le massacre de plusieurs centaines d'habitants des bidonvilles. De là doivent être tirées les leçons amères de la faiblesse d'un tel mouvement.

l'utilisation du mouvement par la bourgeoisie

Autant était réelle la colère de la population réduite à la misère, qui se soulevait plus contre les conditions de vie que lui impose la domination du capital que contre la finissante famille Somosa en elle-même, autant est réel le fait que ce qui s'est passé en réalité au Nicaragua, c'est l'utilisation du mécontentement des exploités par une fraction de la bourgeoisie contre une autre, pour son seul profit.

Depuis des années en effet, une opposition nationaliste "libérale", représentant les intérêts de la bourgeoisie locale, s'était formée contre le régime corrompu et décrépi de la famille Somosa, incapable de la moindre gestion du maigre patrimoine national, et tout juste bonne à recueillir les bénéfices que lui laissent les USA sur l'exploitation des plantations de café.

Profitant d'une explosion lors d'une manifestation en hommage à un dirigeant nationaliste tué, la bourgeoisie sut utiliser le mouvement à ses fins : appuyant le mouvement, petits commerçants, étudiants, bourgeois, forts de l'appui

des USA, en ont profité pour s'imposer face au gouvernement. Le retrait de l'aidé US au Nicaragua sous couvert du refrain sur les "droits de l'homme" correspond en fait à une politique entamée par les USA visant à changer l'apparence des régimes dictatoriaux en Amérique Latine, dont l'inconditionnalité a pu être bénéfique un temps, mais qui aujourd'hui s'avèrent gênants. Gênants pour la propagande sur les "droits de l'homme", mais aussi parce qu'incapables de maintenir un semblant de cohésion et d'ordre social indispensable à la bonne marche du bloc. C'est pourquoi ils ont fait pression pour obtenir au Nicaragua la reconnaissance de "l'opposition". Les récentes élections au Guatemala, les pressions sur le Pérou, le Chili ou l'Argentine, portaient de la même nécessité, bien que la relève ne soit pas facile à trouver dans ces pays sans économie suffisamment structurée, où l'armée est la seule force de cohésion.

Non pas que la "démocratisation" made in US puisse en rien améliorer le sort des exploités dans ces pays : la crise y est trop forte pour que les Etats puissent répondre aux mouvements autrement que par les arguments des canons. Mais elle permet de doubler les massacres d'un jeu syndical, démocratique, d'encadrement, qui permet d'affaiblir l'ennemi numéro un : la classe ouvrière. Au Nicaragua, il n'y a même pas eu besoin d'un encadrement très sophistiqué pour noyer le mouvement dans le sang. Ce n'est pas la force de la bourgeoisie en elle-même qui a permis un règlement aussi rapide du conflit pour le seul profit de la bourgeoisie. C'est la faiblesse même du mouvement, la faiblesse de la classe ouvrière dans ce pays qui a laissé de telles possibilités au capital, qui peut ainsi continuer d'exercer sa féroce domination.

la faiblesse de la classe

La classe ouvrière au Nicaragua se présente en effet sous la forme de saisonniers agricoles, dispersés, atomisés, dont un sur deux se retrouve sans travail à la merci totale de la domination sans fard de l'exploitation des grandes sociétés. De grands centres industriels où se concentre la force des armées prolé-

riennes, il n'en existe pratiquement pas.

Il n'est pas un pays où Ton puisse dire qu'il existe une perspective réaliste dans le cadre national pour les exploités : tous, du plus faible au plus fort, dépendent du mouvement international de la classe. Mais dans les pays du Tiers-Monde, la dépendance à l'égard des métropoles, des grandes concentrations prolétariennes, y est plus forte. Et plus le poids des couches "marginales" y est important, plus il est difficile à la classe de ne pas se laisser noyer dans la population. Si dans des pays comme l'Argentine, on peut dire que se sont marqués des jalons du combat prolétarien, si la classe ouvrière s'y est affirmée comme une force autonome, contre les armées "démocratiques" ou "fascistes" du capital, si ces luttes ont pu être un naillon de la chaîne prolétarienne mondiale, ce qui ressort avant tout au Nicaragua, c'est l'impasse dans laquelle se trouve la population, plus vulnérable aux coups du capital et plus facilement entraînée sur les terrains viciés des intérêts bourgeois.

Ce n'est pas que les intérêts des couches que le capitalisme pourrissant maintient dans la misère soient différents de ceux de la classe ouvrière. Mais pour que celle-ci puisse s'imposer comme une force capable de détruire de fond en comble cet édifice décomposé, il faut d'abord qu'elle s'affirme comme une force autonome, sans se laisser noyer dans des couches qui, pour être plus misérables, n'en sont pas moins plus vulnérables aux assauts bourgeois. Pour que la classe puisse les entraîner dans son combat, il faut d'abord qu'elle affirme à la face du monde ses intérêts de classe internationale. Pour que ces mouvements puissent ouvrir la voie à autre chose qu'une répression paquets par paquets de la force de la classe, il importe de mettre en avant la nécessité de sortir des perspectives "nationales". Comme dans les métropoles, il importe que la classe secoue le joug des mystifications nationalistes qui l'enserrant sur la droite ou sur la gauche, pour mesurer l'échelle mondiale de son combat, et poser les problèmes de sa lutte à ce niveau, le seul qui soit réaliste.

D. T.

moyen-orient

suite de la p.1

La mystification nationaliste pèse de tout son poids et les différentes bourgeoisies locales, qu'elles soient palestiniennes ou israéliennes utilisent à fond l'hystérie chauvine, pour embrigader les populations dans la ronde infernale des conflits impérialistes. Chacun justifie ses crimes par les crimes des autres, les massacres répondent aux massacres.

Auchwitz "justifie" la militarisation d'Israël aujourd'hui, Deir Yassine massacre de civils palestiniens par des sionistes "justifie" Kyriath-Shmoneh massacre de civils israéliens par des palestiniens et l'attaque du commando-suicide du 11 mars "justifie" l'intervention militaire au Sud-Liban. La mort sert à "justifier" la mort et l'ancienne formule "oeil pour oeil, dent pour dent", devient, dans la morale capitaliste "pour un mort, cent".

Régulièrement, les travailleurs et les paysans du Moyen-Orient paient leurs tributs en sang pour assouvir la faim du monstre impérialiste, et ce sang sert à alimenter la propagande nationaliste de chaque fraction bourgeoise. De massacres en massacres, l'hystérie chauvine trouve de quoi s'alimenter et permet à l'Etat bourgeois de renforcer sa domination.

Pour rompre le cercle infernal des crimes bourgeois qui répondent aux crimes bourgeois, toujours drapés dans les phrases creuses de la paix, le prolétariat n'a pas de solution dans un camp capitaliste ou un autre, mais doit se débarrasser du poids du nationalisme pour opposer à la guerre impérialiste, sa guerre de classe seule issue qui ouvre à l'humanité un monde qui lui permettra de considérer comme une barbarie passée les horreurs capitalistes d'aujourd'hui.

J.J.

TUNISIE

LA MILITARISATION DU CHOMAGE

• "L'ordre règne à Ksar Hellal" ont tiré les journaux gouvernementaux tunisiens aux lendemains du 26 janvier...

Ce qu'ils ne précisent pas, c'est à quel prix cet "ordre" a pu revenir : des centaines de morts à Tunis, Gafsa, Kairouan, Gabès, 1000 arrestations dont 720 ouvriers... En effet, à la violence de la lutte engagée par la classe ouvrière tunisienne depuis le mois de septembre, et à l'incapacité de l'UGTT à l'encadrer, l'Etat tunisien, gravement attaqué, a répliqué par une répression qu'il avait pu largement préparer depuis décembre : état d'urgence, couvre-feu, interdiction des rassemblements de plus de 3 personnes, utilisation des grenades lacrymogènes classiques mais aussi des armes automatiques, présence des tanks dans les rues de Tunis... Ainsi, la répression a été à la mesure de la combativité de la classe ouvrière tunisienne, même si des fractions de la bourgeoisie opposées au Destour ont essayé d'en tirer profit ; ainsi, le Mouvement d'Unité Populaire, le Mouvement Démocrate Socialiste, le PC -interdit depuis 63 mais qui n'a jamais cessé de lutter pour un regroupement de toutes les forces progressistes et démocratiques- ont largement participé à l'action de l'UGTT, ou, du moins, à ses tentatives d'encadrer la classe ouvrière.

Or, l'UGTT s'est d'abord laissée surprendre par les grèves spontanées de Ksar Hellal et de Mensel-Bourguiba en septembre ; en novembre-décembre, elle tenta d'atomiser la classe ouvrière en appelant à de petites grèves par secteurs et par régions, mais, là, elle fut bien vite débordée par les travailleurs ; enfin, dès le mois de décembre, elle annonça une journée de grève générale pour le 26 janvier : en fait, les grèves n'avaient jamais cessé entre septembre et décembre et, en désespoir de cause, l'UGTT annonçait déjà la journée

de grève suffisamment à l'avance pour que la bourgeoisie puisse se préparer à une répression massive. Là-dessus, la "radicalisation" de l'UGTT, la démission spectaculaire de Achour du Destour, ne font pas illusion : c'est bien l'UGTT qui a permis la répression du 26 janvier, même si beaucoup de ses dirigeants ont été arrêtés par le gouvernement tunisien : à la répression contre la classe ouvrière s'est ajoutée une répression contre des fractions de la bourgeoisie opposées à la politique du Destour, et qui, de plus, se sont avérées incapables de jouer leur rôle d'encadrement de la classe ouvrière.

Après cette défaite du prolétariat-ce n'est pas en vain que le budget de la police et de l'armée a passé de 20,5 millions de dinars en 1975 à 68,6 millions en 1977- la bourgeoisie tunisienne n'avait plus qu'à parachever ce qu'elle avait commencé : prévenir toute velléité de lutte de la classe ouvrière.

C'est dans ce cadre que se situe la mesure de militarisation du chômage sous forme de "service civil" d'une durée indéterminée et destinée aux jeunes de 18 à 30 ans ne pouvant justifier, ni d'un "emploi acceptable", ni d'une inscription à l'université...

Ainsi, la bourgeoisie tunisienne fait d'une pierre deux coups :

- d'abord, elle réduit le chômage : actuellement 250,000 chômeurs sur une population active de 1,400,000 personnes ; les mesures prises par les pays industrialisés pour protéger leurs intérêts nationaux et le rapatriement des travailleurs immigrés ne sont pas sans inquiéter, entre autres, la bourgeoisie tunisienne ;

- ensuite, en envoyant les jeunes chômeurs dans des camps de travail pour construire des routes et autres travaux publics, elle écarte une menace toujours latente : celle de rassemblements de

jeunes chômeurs de plus en plus nombreux dans les rues des principales villes industrielles de Tunisie. Le fait qu'ils aient été parmi les ouvriers les plus combatifs pendant les journées de lutte n'est pas un hasard. Le premier ministre tunisien, M. Nouria, présente d'ailleurs son projet comme "socialement utile" dans la mesure où "il intéresse les citoyens oisifs qui réclament un emploi et qui vont travailler au profit de la collectivité" (!).

La bourgeoisie a toujours justifié ainsi la nécessité d'occuper et de faire travailler gratuitement les chômeurs : elle l'a fait pour parachever l'écrasement des journées de juin 1848 : les jeunes chômeurs de 18 à 25 ans ont été envoyés, soit à l'armée, soit dans des camps de terrassement en Sologne ; elle le fait actuellement en URSS, en Chine sous forme de camps de travail pour la rééducation des "mauvais ouvriers"...

elle tend à le faire de plus en plus dans les pays européens où elle demande des journées de travail gratuit aux chômeurs pour pouvoir toucher leur allocation, en Belgique en particulier...

Face à un prolétariat mondial qui s'éveille après 50 ans de contre-révolution, la bourgeoisie mène son offensive aussi bien par la répression directe comme en Tunisie que par des tentatives de mystification plus raffinées mais beaucoup plus dangereuses. Cependant, si les moyens sont différents, le but reste le même : écraser le prolétariat mondial, avoir les mains libres pour une troisième guerre mondiale. Et c'est, non seulement de la combativité, mais surtout de la conscience du prolétariat mondial que dépendra l'alternative : guerre ou révolution.

L. M.

BREST-LITOVSK: GAGNER DU TEMPS POUR LA REVOLUTION MONDIALE

Trois mois s'étaient à peine écoulés depuis que le prolétariat russe avait détruit l'appareil d'Etat bourgeois que déjà son parti de classe connaissait une des crises les plus importantes de son histoire. Lénine lui-même, président du premier conseil des commissaires du peuple, fut dans un premier temps mis en minorité, avant de rallier Trotsky à sa position. La question si grave qui, alors, divisa le parti bolchevik, avant-garde du prolétariat mondial, fut de lancer la révolution internationale, n'était rien de moins que la question du rapport de la toute jeune république des soviets avec la guerre impérialiste qui ravageait alors l'Europe.

• Jusqu'à la révolution d'Octobre, la Russie avait été partie prenante de l'"Entente" (fraction impérialiste qui regroupait aussi l'Angleterre et la France) dans la guerre de rapines qui l'opposait aux Empires Centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie). Après le mouvement de février qui détrôna le tsar, le nouveau gouvernement de la Russie, avec à sa tête Kerensky, s'appuya sur l'Entente en lui promettant l'exécution des traités. L'armée russe, composée de paysans dans son immense majorité, est de plus en plus sensible à la propagande bolchevique qui réclame la paix. En s'appuyant sur la forteresse ouvrière de Pétrograd et sur l'armée démoralisée, vaincue, qui aspire à la fin de la guerre, le parti bolchevik en Russie met en pratique la "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile", selon la vieille formulation de Lénine à Zimmerwald, et contribue par là à l'apparition du premier pouvoir des Conseils Ouvriers dans le monde, en octobre 1917. Dès le lendemain de l'insurrection, le 2ème Congrès des Soviets rompt catégoriquement avec la politique de guerre des alliés de la vieille Russie.

La question du front contre les Empires Centraux restait à régler. Les alliés, attendant l'aide américaine, faisaient tout pour prolonger les opérations de guerre sur le front russe. Les Empires Centraux voulaient s'en libérer pour vaincre les alliés avant que n'interviennent les Etats-Unis. La Révolution Russe devait éviter de faire le jeu de l'un ou de l'autre impérialisme, tout en favorisant au mieux l'explosion de la Révolution Internationale.

les 3 positions bolcheviques

La légende entretenue par les staliens oppose radicalement Trotsky et Lénine sur la question du traité de Brest-Litovsk. Rien n'est plus faux, car sur les deux principales questions qui sont alors débattues (1°: possibilité d'une guerre révolutionnaire immédiate; 2°: possibilité d'un accord avec les impérialistes) il y a un accord "total et intégral" entre les deux révolutionnaires contre Boukharine, leader des "communistes de gauche", partisans de la guerre révolutionnaire immédiate pour élargir la révolution, et qui considéraient tout traité de paix comme une "flétrissure".

THEORIE DU REPLI

L'opposition entre Lénine et Trotsky se fait sur un point: comment signer la paix. D'accord avec Trotsky, Lénine est partisan d'engager les pourparlers de paix avec les Empires Centraux à Brest-Litovsk, en les faisant traîner en longueur et en les utilisant pour l'agitation. Compte-tenu du fait que l'armée existante est un corps malade de l'ancien Etat, que toute offensive allemande mettrait la République des Soviets dans un état critique, il rédige, dès le 21 janvier 18, "21 thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste" (contribution à l'histoire d'une paix malheureuse) où il met en avant la désagrégation du front et de l'économie, la nécessité d'écraser les classes exploiteuses déjà privées du pouvoir, la nécessité impérieuse, en l'absence de révolution en Allemagne, de créer "la base économique solide d'une puissante Armée Rouge", "afin de préparer la guerre révolutionnaire". La conclusion qu'en tire Lénine, c'est qu'il faut signer la paix dès que l'ultimatum sera présenté, afin d'obtenir le "répit" nécessaire à cette tâche.

NI GUERRE, NI PAIX

Trotsky s'oppose à la signature immédiate de la paix. Il "estimait nécessaire

de conduire les pourparlers à une rupture, même en courant le danger d'une nouvelle offensive de l'Allemagne, afin de pouvoir capituler -le cas échéant- devant un emploi évident de la force" ("Ma Vie"). Pour en finir avec les bruits qui couraient d'après lesquels les bolcheviks auraient été de connivence avec le gouvernement allemand, avant de signer une paix séparée, il était indispensable "de donner, coûte que coûte, aux ouvriers d'Europe, une preuve éclatante et incontestable de la haine mortelle qui existait entre nous et les gouvernements de l'Allemagne."

GUERRE REVOLUTIONNAIRE

Les "communistes de gauche" ne croyaient pas à la possibilité de la paix. Pour Boukharine par exemple, les perspectives de paix étaient "inexistantes" et "illusoires", "impossibles" pour Kollontai. La foi aveugle en la victoire, grâce aux convictions socialistes des partisans et par la suite à "la nature sociale de la nouvelle armée en voie de mobilisation", fut aussi dans un premier temps la caractéristique de la "gauche". "Si la révolution russe ne fléchit pas elle-même, personne ne la mettra ni ne la brisera". "La grande république des soviets... ne peut pas périr" (Radek). "Quand les masses auront vu l'offensive allemande à l'oeuvre, ... une vraie guerre sainte coïncidera" (Boukharine). La guerre révolutionnaire était à l'ordre du jour.

Les partisans de Boukharine virent dans la position de Trotsky un pas fait dans leur direction, et donc, dans un premier temps, fut adoptée la position de "ni guerre, ni paix": laisser traîner en longueur les pourparlers; en cas d'ultimatum, refuser de signer la paix.

la "paix" de Brest-Litovsk

Les pourparlers de paix furent interrompus le 10 février. Trotsky y fit un bref discours, exclusivement destiné à la propagande, qui dénonça la guerre "provoquée par l'esprit de lucre et de domination des classes dirigeantes... Nous ne voulons plus participer à cette guerre purement impérialiste... Nous considérons avec la même intransigeance les impérialismes des deux parties... Nous démobilisons notre armée. Nous refusons de signer une paix d'annexions. Nous déclarons l'état de guerre entre les Empires Centraux et la Russie, terminé." Le 18 février, l'armée allemande passa à l'offensive sur tout le front.

Les nouvelles conditions de paix étaient catastrophiques: la Russie devait abandonner la Pologne, la Lithuanie, l'Estonie, l'Ukraine et la Finlande. La République des Soviets fut forcée de signer, dans les termes qu'utilisa Sokolnikov le 3 mars à Brest-Litovsk: "Nous sommes ici pour signer une paix qu'on nous impose par la violence. La paix que nous signons nous est dictée les armes à la main... Nous déclarons toute discussion comme inutile."

Le Vllème Congrès, destiné à trancher définitivement la question de la paix de Brest-Litovsk, fut le théâtre de l'affrontement entre Lénine et les "communistes de gauche" qui y devinrent minoritaires. Ceux-ci avaient publié peu auparavant une motion de défiance au Comité Central, accompagnée d'un texte explicatif qui affirmait: "... dans l'intérêt de la révolution internationale, nous estimons opportun de courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des soviets..." Nous sommes là bien loin de l'enthousiasme guerrier qui caractérisa les débuts de la gauche. La défaite possible est admise et même prévue, dans l'intérêt de la révolution mondiale. Les espoirs sur la "guerre sainte" ont disparu à la première offensive allemande. A ce point, la "gauche" défend sa position non plus sur une perspective (la guerre

révolutionnaire) mais sur un "principe": si le pouvoir des soviets signe la paix avec un impérialisme, "il devient purement formel".

Dans un article intitulé "chose étrange et monstrueuse", Lénine, après avoir mis ce fait en évidence, remercie la gauche, d'une part d'avoir rompu le silence sur le fond de son argumentation, à savoir "les conditions de la guerre au cas où nous l'accepterions tout de suite", et d'autre part de reconnaître la justesse de l'argument concret: "oui, nous irions à la défaite si nous acceptions aujourd'hui le combat contre l'Allemagne". Il estime que si la révolution avait déjà commencé en Allemagne, "il serait non seulement "opportun", mais absolument obligatoire d'accepter la défaite et la perte éventuelle du pouvoir des soviets", en "détournant une partie des forces de la contre-révolution allemande". Mais la raison de la paix de Brest-Litovsk, c'est que "la révolution européenne a osé se mettre en retard", et "l'impérialisme allemand a osé prendre l'offensive!"

Dans ce contexte, "rien ne peut porter maintenant un coup plus rude à la cause du socialisme que la chute du pouvoir des soviets" affirme le comité central. Lénine ajoute: "nous détournerions du socialisme les grandes masses de prolétaires et semi-prolétaires d'Allemagne (...) que l'anéantissement de la Russie des soviets effraierait, comme celui de la Commune effraya les ouvriers anglais en 1871."

La majorité du Congrès se prononça pour l'orientation de Lénine, signer la paix pour "préparer la guerre révolutionnaire", pour le jour où éclatera la lutte finale; "cette lutte n'éclatera que lorsque la révolution socialiste embrasera les pays impérialistes avancés" (Lénine: "Une leçon dure mais nécessaire"). "S'il est incontestable que toutes les difficultés de notre révolution ne seront surmontées que lorsque viendra à maturité la révolution socialiste mondiale... il est absurde d'affirmer (en escamotant nos difficultés concrètes): je mise sur le mouvement socialiste international, je peux faire n'importe quelle bêtise", déclare Lénine le 7 mars dans son "Rapport sur la guerre et la paix".

"La phrase révolutionnaire est la répétition de mots d'ordre sans rapport avec les circonstances objectives d'un moment. Des mots d'ordre excellents, enivrants, mais dépourvus de base, en voilà l'essence" ("Sur la phrase"). "Il ne faut pas transformer en phrase ce grand mot d'ordre: nous misons sur la victoire du socialisme en Europe". En d'autres termes, il n'était pas question que la "phrase révolutionnaire" en finisse avec la révolution.

l'écho de la phrase

Après la fin de l'été 18, plus personne ne revint sur la question de Brest-Litovsk et ne mit en doute le bien-fondé de l'essentiel de la politique du parti bolchevik. Personne n'en fait plus une question de principe. Il aura fallu attendre soixante ans pour voir Guy Sabatier se faire l'écho de la "gauche". La phrase révolutionnaire, disait Lénine, est tenace comme la gale.

La préoccupation qui est à la base de la brochure de Guy Sabatier ("Traité de Brest-Litovsk 1918, coup d'arrêt à la révolution", éditions Spartacus) est de montrer qu'il y a une rupture de continuité entre les bolcheviks avant et après 17. Il marque cette rupture à la prise du pouvoir. Par là même, il entend démontrer qu'il y a continuité entre les bolcheviks d'Octobre et le stalinisme. Il bloque l'histoire de toute la vague révolutionnaire qui devient ainsi simplement l'histoire de la contre-révolution, avec à sa tête, le parti bolchevik.

Si nous voyons une rupture, quant à nous, c'est bien entre le bolchevisme et

le stalinisme. Mais c'est aussi d'un certain point de vue dans le changement politique fondamental effectué par les bolcheviks entre 1905 et 1917. En 1905, toute leur analyse est fondée sur le fait que la révolution à venir en Russie sera une "révolution démocratique bourgeoise", que le prolétariat devra pousser jusqu'au bout.

En 1914, avec le déclenchement de la guerre, c'est ce parti qui comprend l'entrée du système dans sa phase de décadence, posant l'alternative de la révolution prolétarienne.

En 1917, c'est cette compréhension quant à la nature de la période et de la révolution russe qui se concrétise dans les thèses d'avril de Lénine, thèses qui dénoncent tout appui et toute alliance avec la bourgeoisie, qui voit dans la révolution russe le point de départ de la révolution mondiale. A partir de ce moment, toutes les questions qui sont débattues en Russie le sont par rapport à comment favoriser le développement de la révolution mondiale?

Par conséquent, Sabatier se trompe. Il déforme, sciemment ou non, ce qu'était le parti bolchevik au lendemain de la prise du pouvoir. Pour ce faire, il prend tous les faits épars qui lui conviennent et procède par amalgame, de façon à appuyer sa thèse: "le parti bolchevik était un parti nationaliste attaché à la défense du capital national".

Ce n'est pas par hasard si ses commentaires sur le KAPD et la création de l'Internationale sont tronqués; s'il fait dire à Rosa Luxemburg que Lénine sacrifie la révolution allemande pour la défense de l'Etat russe. Ce n'est pas par hasard si au passage il signale innocemment que certains -en fait Kerensky et les contre-révolutionnaires- "assuraient que les bolcheviks avaient touché de l'argent de l'Allemagne".

Lorsque Sabatier cite Luxemburg, c'est à la manière des socialistes de gauche. Il ne cite pas vraiment. Ainsi on ne voit pas l'apport réel de Rosa, on voit une "anti-bolchevik de tous temps". En fait, Rosa commence d'abord par défendre les bolcheviks, à délimiter leur activité dans le camp de la révolution, activité à laquelle elle rend hommage. Elle met en avant le fait que c'est l'absence de réaction du prolétariat international, du prolétariat allemand en particulier, qui est responsable de Brest-Litovsk. Elle parle de la gravité du problème historique posé par Brest-Litovsk, elle ne parle jamais de "ne pas reculer" et ne cache pas l'état de décomposition de l'armée russe. Elle ne prend position contre cette paix que parce qu'il lui semble qu'elle est une erreur: selon elle, cette paix va renforcer le militarisme allemand et dérouter les prolétaires à l'étranger.

Rosa ne cède pas à la "phrase", elle ne fait pas un "principe" de la mort les armes à la main, comme le font les communistes de gauche dans le feu de l'action et Sabatier dans le feu de sa phrase.

Deux mois après avoir exprimé ses craintes, les surges révolutionnaires en Allemagne leur enlevaient toute valeur. Brest-Litovsk n'avait pas été un frein. Karl Liebknecht, qui avait partagé en son temps la position de Rosa, avouait: "Il faut avant tout une chose aux soviets de Russie, ... et il ne s'agit pas de manifestations ou de décors, mais d'une force rigide. A cette fin, ... il faut de l'intelligence et du temps, -de l'intelligence pour gagner de ce temps qui est indispensable à la plus grande énergie."

C'est ainsi que les critiques non phraseurs reconnurent la justesse de la politique de Lénine à Brest-Litovsk, qui avant tout visa à gagner du temps, pour mieux pouvoir aider la révolution internationale.

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

POURQUOI LE PROLETARIAT EST REVOLUTIONNAIRE!

A Marseille s'est tenue, le 3 mars, une réunion publique sur le thème : "Avec ou sans mesures de "gauche", comment l'alternative reste : guerre mondiale ou révolution prolétarienne mondiale".

Comme dans d'autres réunions publiques - à Nantes et à Paris par exemple - ou dans nos différentes publications, ce que nous nous sommes attachés à montrer, dans notre exposé, c'est que, au-delà de toutes les mystifications de la Gauche et des gauchistes, au-delà de tout ce battage électoral et "démocratique", au-delà de toutes ces campagnes pour la "paix" et pour la défense des droits de l'homme, l'alternative demeure, pour l'humanité : guerre ou révolution. A l'heure actuelle, malgré les préparatifs de guerre de la bourgeoisie, le prolétariat mondial n'est pas écrasé, ni idéologiquement, ni physiquement, et la perspective reste à la révolution, malgré les reflux momentanés.

C'est pourtant autour de cette confiance en la force actuelle du prolétariat qu'a été centrée la discussion à travers un débat avec des modernistes.

Face à toutes ces théories qui nient toute potentialité révolutionnaire au ressurgissement prolétarien, et qui ne voient que des manifestations parcelles ou autogestionnaires de la classe, face à toutes ces théories qui, au nom de la "négation" du prolétariat, en tant que "classe pour le capital" font de la révolution un idéal, un désir, et non une nécessité, il a été fermement souligné que :

- la classe ouvrière, pour faire la révolution, doit s'affirmer en tant que classe autonome face à toutes les tentatives de mystification de gauche et d'extrême-gauche ;
- la classe ouvrière est amenée de plus en plus à se défendre contre les effets de la crise dans un premier temps, et tend, dans un deuxième temps, de plus en plus à prendre conscience et à s'orga-

niser pour détruire les causes de cette société d'exploitation.

Placé en plein coeur de la production, produisant les richesses tout en étant aliéné du produit, et ayant un but historique, le prolétariat est la seule classe capable de révolutionner globalement tout l'édifice social capitaliste. En cela, ses luttes ne se placent pas sur un terrain parcellaire, autogestionnaire ou purement idéologique, terrain de la petite bourgeoisie utilisé pour mystifier la classe ouvrière.

Pour ces modernistes, Octobre 17 a été le triomphe de la contre-révolution. A partir de ce moment-là, la domination réelle du capital n'est plus une tendance, mais devient une réalité : le prolétariat est totalement intégré au système capitaliste... Nous avons ici réaffirmé la nature prolétarienne d'Octobre 17, et que sa dégénérescence venait de sa non-extension internationale. Il y a un mythe qui s'est effondré : c'est celui du prolétariat intégré. En effet, depuis l'ouverture de la crise, aussi bien dans les pays où ce mythe a "flourishé" (USA, RFA, pays de l'Est) qu'internationalement, le prolétariat s'est révélé être l'ennemi mortel de la bourgeoisie en luttant sur son propre terrain : celui d'une classe exploitée ayant un devenir révolutionnaire.

Malgré le peu de poids qu'ont de telles théories dans le mouvement de la lutte de classes, elles ont eu et ont toujours un certain écho ; en cela, elles sont un danger à ne pas négliger. Elles sont le fruit d'idéologues petits-bourgeois qui théorisent leur incapacité à comprendre le réel mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Elles en appellent à l'individu, à la Communauté, à la classe universelle, et abandonnent le terrain de la lutte de classes, terrain où le prolétariat a besoin de puiser toute sa force et toute sa vigueur pour affronter de manière décisive la bourgeoisie.

Lyon

Réunion publique : 29 avril, à 17h, au 3, rue Diderot, Lyon 1er : "Les tâches présentes des révolutionnaires".
Permanences : Les 3èmes mercredis du mois, de 18h. à 20h, même adresse.

Marseille

Réunion publique : Le 21 avril, à 20h30 Salle Lacordaire, 30 rue Ste Victoire, Marseille : "Syndicats : la police dans l'usine".
Permanences : Les 2èmes et 4èmes vendredis du mois.

Mulhouse

Permanences Les 2èmes mercredis du mois à 17h, "La mémoire du futur", 1 Bd du Président Roosevelt.

Nantes

Permanences : tous les derniers samedis du mois, à 14h, 3 rue Amiral Duchaffault.

Paris

Réunion publique : le 15 avril, à 17h, 27 avenue de Choisy (1er étage, salle verte), Paris 13ème, sur le thème : "Les élections : et après?"
Prochaine réunion publique : le 27 mai, même heure, même endroit, sur le thème : "dix ans après mai 68".
Permanences : tous les samedis à 16h, même endroit.

Toulouse

Réunion publique : le 28 avril à 21 h, 48 avenue de la République, sur le thème : "Les tâches présentes des révolutionnaires".
Permanences tous les samedis à 14h 30 au Café "Le Colbert", Pont des Demoiselles.

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

PUBLICATIONS DU C.C.I.

ACCION PROLETARIA (Espagne)

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

INTERNATIONALISM

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :
IKS
Postbus 452
Nijmegen

INTERNACIONALISMO

Apartado postal 20674
San Martín
Caracas 102
(Vénézuéla)

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469
80100 Napoli (Italie).

WORLD REVOLUTION (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;

- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;

- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE N° 13

- Rapport sur la situation internationale
- La crise dans les pays de l'est l'Est (2ème partie)
- Octobre 17, début de la révolution prolétarienne (2ème partie)
- Marxisme et théorie des crises
- Réponse au PC Int. (Battaglia Comunista).

VIENT DE PARAITRE :
Deux brochures en langue française :
-"MOBILISATION ELECTORALE, DEMOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIERE"
-"NATION OU CLASSE"

histoire de la gauche suite de la p.8

opérerais bref délai, la rupture avec l'Etat, elle qui y est installée définitivement, qu'elle se préparera à une lutte efficace contre le fascisme, elle qui lui a ouvert la voie sanglante ! Cinq années de crise mondiale avaient vu les bolcheviks-léninistes, autrement dit les trotskystes, se détourner de plus en plus de l'alternative : "guerre ou révolution" pour la remplacer par celle, toute bourgeoise, de "démocratie ou fascisme". A la vision marxiste que le capitalisme, en vertu de ses propres contradictions, engendre la crise, va au-devant de sa perte, mais crée aussi les conditions de sa propre disparition, on substitua l'adhésion à l'économie bourgeoise d'un capitalisme organisé et planifié. On jeta par-dessus bord les mots d'ordre révolutionnaires pour les convertir en paroles creuses de la lutte contre le fascisme. Tout comme pour les staliniens, la victoire de celui-ci aurait marqué l'écroulement de toute organisation ouvrière indépendante de l'Etat. Tout comme pour le PC, la Ligue est préoccupée de l'action qui, avec la plus grande probabilité de succès, assurera la victoire sur le fascisme. Cette chance historique, c'est l'entrée des trotskystes dans la SPIO. En l'espace de quelques mois, sur les recommandations du "Vieux", les trotskystes français liquideront leur organisation en invoquant, bien sûr, les considérations "tactiques" pour féconder le Front Unique d'un contenu révolutionnaire...

Devant cette capitulation, rares furent les groupes communistes à maintenir un foyer révolutionnaire. Parmi eux se place la Gauche Italienne qui conclura de l'écoeuvante manoeuvre de Trotsky : "Actuellement, il sombre et on se demande s'il s'agit d'une chute totale, définitive de sa part, ou bien s'il s'agit seulement d'une éclipse que les événements de demain dissiperont. En tous cas, dans la situation présente, il faut mener une lutte impitoyable et sans merci contre lui et ses partisans. Votre fraction marque le fait, aussi pénible qu'il puisse être, et continue son travail : la lutte idéologique contre le centrisme, la social-démocratie et les débris bolcheviks-léninistes dont la position équivoque doit être

dissipée soit par leur disparition, soit par leur entrée dans les rangs de l'internationale des traitres et des renégats, afin de préparer les partis et l'internationale de demain" (Bilan n°11). Ce sera notre conclusion pour cette partie de l'article. Dans un troisième et dernier volet, nous verrons la partie qui va de la formation du gouvernement de Front Populaire à celui de reconstruction d'après-guerre.

R.C.

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

PROCHAINES REUNIONS

Bordeaux

Permanences : Librairie 33, 26 rue St James, les premiers mercredis de chaque mois, de 17h à 19h, et les derniers samedis de chaque mois, de 16h à 19h.

Clermont.Ferrand

Permanences : Les 1ers et 3èmes mercredis du mois à la Faculté de Lettres.

Dijon

Réunion publique : le 22 avril, à 17h, à la MJC Maladière, rue Balsac : "Les élections : et après?"
Permanences : 2èmes et 4èmes jeudis de chaque mois, de 17h à 18h 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

Histoire de la gauche

DU SOCIAL-FASCISME A L'UNITE D'ACTION AVEC LUI

Dans un précédent article (RI n46), nous avons analysé les rapports entre le PCF et la social-démocratie à une époque où celui-ci se situait encore dans le camp prolétarien. Dans cet article, nous allons examiner comment le PCF et tous les partis de gauche ont amené la classe ouvrière à la deuxième guerre mondiale.

• Jusqu'au milieu des années 30, pour le PC, le capitalisme se trouve dans un cycle de révolution et de guerre à laquelle échappe seule la Russie qui édifie le socialisme en dépit de l'encerclement hostile du monde impérialiste. Le fascisme et le nazisme ne sont qu'une défense désespérée de la bourgeoisie qui rapprochent l'heure finale du prolétariat. C'est la social-démocratie, qui a entraîné les masses à un esclavage terrible, qui reste le principal obstacle. Il faut l'abattre pour, enfin, réaliser le Front Unique des ouvriers contre l'offensive capitaliste. On fait ressortir le contraste des succès de l'édification socialiste en URSS, l'achèvement victorieux du premier Plan quinquennal et la misère, le dénuement des travailleurs dans les pays capitalistes. Effectivement, la crise est entrée dans une nouvelle phase, toujours mondiale, ce que nie le PC. Pour la France, elle commence d'abord au ralenti, puis s'accélère ; ses effets se font ressentir durement sur les conditions de vie des travailleurs. Une grève massive des textiles et des mineurs du Nord a lieu en mars 1930 contre la loi des assurances sociales et la prime de fidélité. A Brest, à Toulon et à Tarbes, les ouvriers des arsenaux sont en grève générale pour refuser les décrets-loi Laval. Ils se battent contre la garde mobile et abandonnent dans les affrontements plusieurs morts. C'est avec toutes les peines du monde que la CGT et la CGTU obtiennent la reprise du travail. Lorsque vient le tour des ouvriers de Limoges, la propagande du PC et du PS n'a de cesse de les mettre "en garde contre les provocateurs".

Malgré ce sursaut, il était hors de doute que le prolétariat subissait un profond recul. Les "marches de la faim" pour obliger les pouvoirs publics à attribuer des secours aux chômeurs marque, non l'essor de la lutte, mais son enterrement, contrairement aux stalinien qui claironneront la victoire. La CGTU "syndicat rouge" de la troisième période reste squelettique, alors que la CGT "jaune" se développe, bien que faiblement, dans les secteurs à statut de fonctionnaire. Déjà bien faibles, les effectifs du PC ont encore baissé, en particulier dans les régions industrielles et le tirage de l'"Huma" descend. Enu de cette situation, l'Exécutif de l'IC estime que la responsabilité incombe à une mauvaise application du Front Unique. Il faut dire que, maintenant, pour le PC, la grande menace qui plane sur le prolétariat, c'est le fascisme. On abandonne les mots d'ordre de "grève politique de masse", de "lutte pour la conquête de la rue" pour se replier sur la défense des intérêts élémentaires des travailleurs. C'est ainsi que, de la prise quasi-immédiate

du pouvoir, on passe au niveau des modestes luttes salariales ; que de l'agitation pour la dictature du prolétariat, on se polarise sur la défense des institutions démocratiques qui raffermira la conscience révolutionnaire.

vers l'unité d'action

Après l'avènement d'Hitler au pouvoir en Allemagne, stalinien et sociaux-démocrates français durent, bon gré mal gré, enterrer la hache de guerre, réconciliation qui se fit sous le signe de la lutte "anti-fasciste". Peu à peu, chacun baisse la tonalité des critiques féroces qu'ils s'adressaient réciproquement. Maintenant, les "lettres ouvertes" aux directions, hier encore flétries pour ses crimes passés, pleuvent sur le bureau de la SFIO. Selon les dirigeants en place du Komintern, la section française donne à tout le prolétariat international un exemple de la façon dont il faut réaliser la tactique du front unique : en faisant des propositions d'actions communes non seulement à la "base" mais aussi au "sommet" de l'appareil socialiste, tout récemment encore "principal soutien de la bourgeoisie". Quel tour de force réalise le stalinisme, qui, après avoir, pendant des années, défini la social-démocratie comme "détachement de la soldatesque", peut faire avec elle un bloc "ouvrier" contre le danger fasciste. A la grande joie des "socialistes de gauche" et des trotskystes, une entente loyale et fraternelle de toutes les organisations "ouvrières" est scellée. Ensemble, on va donc se battre dans la rue pour "barrer la route au fascisme" par la grève générale du 12 février 34 lancée par la CGT, cette centrale dont la fonction consistait ordinairement à jouer le rôle de briseur de grève pour faire triompher les intérêts du patronat. Ce fut alors un des plus assourdissants remue-ménage démocratique. Amants passionnés de la liberté, les militants de l'Union Anarchiste ne pouvaient pas rester sourds à l'appel de la déesse "Démocratie". C'est à qui veillera le mieux à la "défense des libertés ouvrières". Pour la SFIO, cette lutte exige d'être conduite par la doctrine qui a fait ses preuves tout dernièrement en Autriche (le massacre de Vienne) ; pour le PC, par la tactique qui a prévalu en Pologne et en Bulgarie : (la dictature de Pilsudsky et du roi Boris) ; pour les anarchistes par l'action directe et la grève auto-gestionnaire qui a été si concluante en Catalogne ! Jour après jour, avec tout son appareil idéologique, la social-démocratie incite chaque prolétaire à se faire "citoyen", à épouser les valeurs morales de son propre ennemi inscrites dans la devise "liberté, égalité, fraternité". Mais ce sera, et de très loin, le PC qui s'avérera le plus apte à mobiliser le prolétariat pour le sauvetage de la démocratie, à l'attirer dans les mailles du capitalisme d'Etat que tissent inlassablement les contradictions intérieures du régime de production capitaliste. A l'enseigne borgne de l'"anti-fascisme", il va constituer le mouvement Amsterdam-Pleyel. Et dans cet aréopage d'intellectuels en mal de "libertés", on retrouvera anarchistes (toujours eux !), surréalistes en rup-

ture de ban, divers trotskystes comme Molinier et la fine fleur de l'intelligentzia, serviles "compagnons de route" bons à tout faire. Leur tapage sur la grosse caisse de la démocratie assourdira à lui tout seul les appels que pourraient lancer 10 ou 100 Ligues des Droits de l'Homme.

Tout en maintenant, en 34, une critique purement verbale des "cyniques chefs socialistes", le PC développe plus à fond la tâche de réaliser le Front Populaire. Il a en vue d'entraîner dans le mouvement antifasciste les grandes masses paysannes, les masses de la petite bourgeoisie ; de consolider les acquis de front unique antifasciste et, surtout, d'obtenir la réalisation de l'unité syndicale entre la CGT et la CGTU. Dès que le "pacte de non-agression à l'usage des deux parties" fut adopté, les "socialistes de gauche" ne se tinrent plus de joie. Ecoutons leur chant de triomphe : "Le courant d'unité est enfin rétabli. Rien ne saurait l'interrompre. Tout est possible !". Le meeting Bullier, où, le 2 juillet, se presse une foule énorme acclamant les orateurs marque un point supplémentaire de la victoire de l'ennemi de classe sur le prolétariat. Symbolique est la tribune où se côtoient fusilliers d'hier et fossoyeurs de demain ! Ecoutons la joie du socialiste-libertaire Guérin : "Ce fut une soirée inoubliable, un enthousiasme indescriptible. Le mouvement ouvrier enfin réconcilié avec lui-même, prenait un nouveau départ ("Front populaire, révolution manquée"). Sur la nature de ce virage du PC, maîtres et néophytes de la SFIO eurent la première réaction de raisonner en primates. Loin de résulter mécaniquement des nécessités de la politique extérieure de la puissance russe, la nouvelle attitude prise par les stalinien français fut conforme aux besoins fondamentaux du capitalisme national. Qu'on en juge par le contenu de la politique du PC à cet instant : défense de la Constitution, répression de la fraude fiscale, impôts exceptionnels sur les grosses fortunes, poursuite judiciaire contre les spéculateurs, moratoire des dettes pour les petits commerçants, etc.. A la veille de la Ilème boucherie, il y avait ceux qui préféraient un rapprochement avec l'Allemagne, le réarmement de la Pologne et de la Yougoslavie : certains groupes capitalistes et financiers qui soutenaient les ligues factieuses. Et, il y avait ceux qui luttèrent pour rester dans la constellation capitaliste : "démocratique" : stalinien, socialistes et anarchistes.

nationalisation à outrance du P.C.F.

Depuis, le PC ne pose plus la question de savoir comment porter le coup de grâce à la bourgeoisie ; le sort et la mission révolutionnaire du prolétariat ne sont plus du domaine de ses préoccupations. La "défense de la République", éviter à la France l'expérience de la barbarie fasciste, voilà son rôle. Pour barrer la route au fascisme, il suffit de donner au pays "du pain, la paix et la liberté", trois pauvres pantins idéologiques se désarticulant à chaque secousse de la crise. "Notre pays que

nous aimons"... Ce n'était pas la première fois que le parti laissait s'épancher son âme patriotique. Déjà, en 33, dans un discours à la Chambre, Thorez avait dit son émotion sincère de pouvoir discuter du budget de l'Alsace-Lorraine ; à la Conférence d'Ivry, on montra que les communistes poursuivaient l'oeuvre entreprise par les Encyclopédistes et les Communistes, tandis que les Croix-de-Feu et autres "cagoullards" étaient les dignes héritiers des émigrés de Koblenz, des émigrés apatrides de 1792. Un bon "Front Populaire" était inconcevable sans radicaux. Daladier, contre lequel s'était organisée la grève générale du 12 février, ce même Daladier que le PC avait présenté aux ouvriers comme Talter-égo de Mussolini et d'Hitler, ce même Daladier à qui on avait promis "le poteau avec 12 balles dans la peau !" entraînait tête haute dans la grande famille antifasciste dans l'intérêt de la Nation. Le PC ne siffle plus "la Marseillaise", il ne conchie plus le drapeau tricolore, il réclame à cor et à cri la création d'un service civil et militaire d'éducation de la jeunesse au maniement des armes, il ovationne les ganaches étoilées qui ont fait la grande France sur les champs de bataille, il ne bouffe plus du curé mais ramasse des tonnes de vivres et de vêtements aidés des Dames de Charité et de Mme la Supérieure des Soeurs de St Vincent de Paul, il veut un front des français de Thorez à Reynaud. Jamais, peut-être, la France ne connut une pareille unité nationale. Si, au déclenchement de la lère boucherie, Bismark avait pu s'écrier : "Je ne connais plus de partis, je ne connais plus que des Allemands", face à la Ilème, le nabot Duclos pouvait se féliciter d'avoir travaillé à "une véritable réconciliation nationale". La patrie française a trouvé son imbattable champion dans le PC qui, à la pointe de la croisade nationale, se rapproche de tous ceux qui veulent une France armée jusqu'aux dents. Laval, président du Conseil, peut se rendre en mai 35 à Moscou et signer avec le gouvernement russe un pacte d'assistance mutuelle : "M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité" (les journaux).

Pour répondre aux préparatifs de guerre, la CGT soutient le Plan de rénovation de l'économie nationale, ce dont se réjouit Trotsky car les mesures d'urgence qui y sont proposées ouvriront la perspective de transformations plus profondes. Pour lui, Jouhaux n'a rien fait d'autre que d'appliquer les revendications de l'époque de transition du capitalisme au socialisme. Que Ton nationalise les banques, que Ton protège et ménage les intérêts des classes moyennes contre les requins de la finance, que Ton nationalise certaines industries-clé, que Ton protège les petits artisans de l'appétit vorace des trusts et voilà le programme marxiste fait chair et sang. Trotsky est tombé encore plus bas que Proudhon : à celui d'un De Man et d'un Blum préparateurs en pharmacie de guerre. Et les trotskystes d'espérer que la social-démocratie

suite p.7

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationale

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.